

TABLES DES MATIERES

LISTE DES ABBREVIATIONS.....	i
LISTE DES TABLEAUX.....	iii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	iv
LISTE DES ANNEXES.....	v
INTRODUCTION.....	1
<u>PARTIE I : LES BASES THEORIQUES DU COMMERCE</u>	
INTERNATIONAL ET DE L'INTEGRATION REGIONALE.....	3
<u>CHAPITRE I : LES THEORIES FONDAMENTALES DU COMMERCE</u>	
INTERNATIONAL.....	3
Section 1 : La théorie libérale.....	4
1. Le libre-échange et la spécialisation.....	4
a- Le principe de l'avantage comparatif de David Ricardo.....	4
b- Les hypothèses de David Ricardo.....	5
c- Les déterminants de l'avantage comparatif.....	6
2. Le théorème d'Hecksher-Ohlin-Samuelson.....	6
3. Les conséquences et limites de la théorie des avantages comparatifs.....	7
Section 2 : Les apports des nouvelles théories du commerce international.....	8
1. Le renouveau des théories favorables à une économie ouverte.....	8
a- Les gains cumulatifs de P.Krugman.....	8
b- La théorie d'une « politique commerciale stratégique de l'Etat ».....	9
2. Les gains tirés du commerce international.....	9
<u>CHAPITRE II : LE CONCEPT DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE.....</u>	
Section 1 : Intégration économique.....	10
1. Définition et objectif économique.....	11
2. Les conditions de réussite à l'intégration.....	11
3. Les effets de l'intégration sur le bien-être collectif.....	12
a- Effet sur des recettes en devises.....	12
b- Effet de l'intégration sur l'offre de main d'oeuvre qualifiée.....	13
c- Effet sur la consommation et sur la répartition des revenus.....	13
Section 2 : Hypothèses de Jacob Viner sur l'union douanière.....	13
1. Effets de la création des échanges.....	14

2. Effets du détournement des échanges.....	15
3. Les raisons qui poussent à la libéralisation des échanges.....	16
PARTIE II : LES OPPORTUNITES OFFERTES PAR	
L'INTEGRATION DE MADAGASCAR DANS LA SADC.....	19
CHAPITRE I : LES CADRES DE REFERENCE DE LA POLITIQUE	
ECONOMIQUE DES PAYS MEMBRES DE LA SADC DONT	
MADAGASCAR.....	20
Section 1 : Le Plan Stratégique Indicatif du Développement Régional ou	
« RISDP ».....	20
1. Les attributions du RISDP.....	20
a. Structure de la SADC.....	21
b. L'organisation de la SADC.....	21
c. Les objectifs de la SADC.....	22
2. Les objectifs du RISDP.....	22
a- La réduction de la pauvreté.....	22
b-Le développement économique et social.....	23
3. La Zone de Libre Echange (ZLE) et l'Union Douanière.....	28
4. Marché Commun et Union Monétaire.....	28
a- Le programme de convergence macroéconomique.....	29
b-Le protocole financier et d'investissement (PFI).....	30
c-Le protocole commercial.....	30
Section 2 : Les objectifs du millénaire pour le développement.....	32
1. Situation et tendance des différents indicateurs.....	32
CHAPITRE II : LES PARTICULARITES DE LA POLITIQUE	
ECONOMIQUE DE MADAGASCAR.....	35
Section 1 : Le contexte général du pays.....	35
1. Le secteur primaire.....	36
2. Le secteur secondaire.....	37
3. Le secteur tertiaire.....	37
4. Les principaux indicateurs macroéconomiques.....	38
a- Le Produit Intérieur Brut (PIB).....	38
b- Les recettes fiscales.....	39
c- Les dépenses publiques.....	39
d- Les exportations.....	39
e- Les importations	40

f- L'investissement	41
Section 2 : La Vision : Madagascar- Naturellement.....	44
1. Sa version.....	44
2. Son apologie.....	45
Section 3 : Le Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP)	45
1. Contexte historique.....	46
2. C'est quoi le DSRP ?.....	46
3. Les objectifs.....	47
a- Objectifs de base	47
b- Objectifs économiques généraux	47
c- Objectifs économiques spécifiques.....	47
4. Les résultats.....	47
Section 4 : Le Plan d'Action Madagascar (MAP).....	49
1. C'est quoi le MAP ?.....	50
2. Les grands objectifs de ce plan.....	50
CHAPITRE III : LES OPPORTUNITES OFFERTEES PAR L'INTEGRATION DE MADAGASCAR A LA SADC.....	53
Section 1 : Les effets positifs attendus à cette entrée à la SADC.....	54
1. Dans le domaine économique.....	54
2. Dans le domaine social.....	55
3. Au niveau du climat des affaires.....	56
Section 2 : Les risques encourus.....	57
Section 3 : Recommandations.....	58
CONCLUSION.....	60
ANNEXES.....	62
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	68

LISTE DES ABBREVIATIONS

BCM	: Banque Centrale de Madagascar
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CARP	: Crédit d'Appui pour la Réduction de la Pauvreté
COI	: Commission de l'Océan Indien
CREAM	: Centre de Recherche et d'Etudes et d'Appui à l'analyse économique à Madagascar
DSE	: Direction des Synthèses Economique
DSRP	: Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
DSRP-C	: Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté Complet
EPT	: Education Pour Tous
FAO	:Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FED	: Fonds Européen pour le Développement
FRPC	: Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance
FS	: Formations Sanitaires
IDE	: Investissement Direct Etranger
IDH	: Indicateur du Développement Humain
INSTAT	: Institut National de la Statistique
IOR-	: Indian Ocean Rim-Association for Regional Cooperation
ARC	
IPPTÉ	: Initiative en Faveur des Pays Pauvres Très Endettés
MAP	: Plan d'Action Madagascar
MEFB	: Ministère de l'Economie des Finances et du Budget
MOU	: Memorandum Of Understand on Macroeconomic Convergence
OMC	: Organisation Mondiale de Commerce
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAS	: Programme d'Ajustement Structurel
PFI	: Protocole Financier et de l'Investissement
PFU	: Participations Financières des Usagers
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNARS	: Plan National d'Action Pour le Redressement Social

PNB	: Produit National Brut
PVD	: Pays en Voie de Développement
RISDP	: Plan Stratégique Indicatif du Développement Régional
SADC	: Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SNLCP	: Stratégie Nationale de Lutte Contre la Pauvreté
ZLE	: Zone de Libre Echange

LISTE DES TABLEAUX

		<i>Page</i>
Tableau n°1	: Coûts de production des pays mesurés par le nombre d'heures nécessaires pour la fabrication d'un bien	5
Tableau n°2	: Evolution du ratio de pauvreté à Madagascar de 1999 en 2004	23
Tableau n°3	: Données économiques de base des pays membres de la SADC	24
Tableau n°4	: Structure des exportations de Madagascar dans la SADC	27
Tableau n°5	: Indicateurs définis dans le programme de convergence macroéconomique	29
Tableau n°6	: Echanges entre Madagascar et la SADC	31
Tableau n°7	: Evolution de la pauvreté alimentaire à Madagascar	32
Tableau n°8	: Exportation des marchandises	36
Tableau n°9	: Situation des échanges extérieurs entre 2001 et 2004	40
Tableau n°10	: Le stock d'investissement étranger de Madagascar	42
Tableau n°11	: Répartition du stock d'Investissement Direct Etranger par branche à Madagascar	43
Tableau n°12	: Les grands objectifs du MAP	51

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique n°1</i>	Les effets de la création des échanges	Page 14
<i>Graphique n°2</i>	Les effets du détournement des échanges	Page 15
<i>Graphique n°3</i>	Les effets des droits de douane	Page 17

LISTE DES ANNEXES

Annexe n°1 Organigramme de la SADC

Annexe n°2 Madagascar : Indicateurs économiques et financiers, 2001-2005

Annexe n°3 Madagascar : Taux de croissance par branche d'activités, 2001-2005

Annexe n°4 Madagascar : Exportations de marchandises, 2001-2005

Annexe n°5 Bilan de la situation politique, économique et social

INTRODUCTION

Dans le contexte actuel de la mondialisation, Madagascar a en tant que membre de l'OMC, opté pour l'ouverture et le libéralisme économique depuis la dernière décennie. Du fait de sa taille, de son insularité et aussi de la grande diversité de sa nature, l'insertion de Madagascar au marché mondial s'avère indispensable. Le commerce international est un moyen pour plusieurs pays d'acquérir des biens, des services, et des capitaux qu'ils ne disposent pas. Bien que la libéralisation des échanges se soit concrétisée par un nombre croissant d'accords d'intégration régionale, cette dernière doit favoriser de vastes possibilités de croissance et offre une chance de relever le niveau de vie de la population. En effet, l'étroitesse des marchés intérieurs nationaux pousse les pays à s'émerger dans la coopération régionale.

Ainsi, Madagascar n'a pas échappé à cette tendance en adhérant dans des groupes d'intérêts régionaux tels : la Commission de l'Océan Indien (COI) en 1984, le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA) en 1995, l'Indian Ocean Rim-Association for Regional Coopération (IOR-ARC) en 1997 et la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC).

De ce fait, l'adhésion de notre pays dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) qui fait objet de notre travail demande une bonne orientation de politique économique. Des années se sont suivies où le gouvernement malgache n'a pas cessé d'améliorer sa politique économique. Il a renforcé sa volonté politique afin de mettre fin à la pauvreté du pays. Ainsi, plusieurs phases de restructuration se sont succédées : le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) lancé depuis 1985, le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) en 2000 sous l'appui technique et financier des différents bailleurs de fonds et plus récemment en Novembre 2006, le gouvernement a réorienté une nouvelle vision qui se base à une transformation de l'économie de subsistance à celle du marché. Elle s'appuie sur un plan d'action qui s'étale sur cinq ans, le Plan d'Action Madagascar (MAP) qui reflète des engagements disposés dans la Politique Générale de l'Etat.

C'est pourquoi, pour trouver le chemin de la croissance, le pays doit miser dorénavant sur l'ouverture extérieure fondée sur un accord d'intégration régionale : la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC). Mais cette intégration suppose plusieurs étapes comme il est enregistré dans le Plan Stratégique Indicatif du Développement Régional (RISDP)¹. L'engagement pour approfondir l'intégration à la SADC vise à accomplir une certaine convergence macroéconomique. Ainsi, les pays membres devraient adopter une politique macroéconomique afin de répartir les impacts qu'elle porte sur le bien-être social de la population. Cependant, des incertitudes planent sur la capacité réelle du pays à tirer profit de ce processus d'intégration.

Alors, dans ce travail, nous allons élucider ce fait en répondant à la question suivante : *l'intégration de Madagascar à la SADC est-elle profitable ?*

Pour mieux cerner cette problématique, nous adopterons dans notre travail deux principales parties : dans la première partie, à partir des fondements élaborés par d'éminents économistes, nous allons discuter et apporter des preuves sur les avantages que chaque pays peut en déduire du commerce international. Et la deuxième partie est réservée à notre analyse basée sur l'étude des faits empiriques afin de dégager les impacts au niveau social et économique de l'intégration et de se demander si elle contribue effectivement à la croissance et au développement économique du pays.

¹ C'est un document retraçant la politique générale des pays membres de la communauté pour le développement de l'Afrique Australe (SADC) établi lors du sommet extraordinaire à Windhoek (Namibie) en Mars 2001.

PREMIERE PARTIE

PARTIE I : LES BASES THEORIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

La théorie du commerce international englobe un vaste domaine et du fait de la globalité du thème, se référer aux études déjà effectuées par des grands économistes facilite notre travail. Ainsi, cette analyse des enjeux théoriques devrait permettre de placer l'évolution des politiques commerciales appliquées à Madagascar dans le temps et dans l'espace. Ce qui permet de dire que le passage à l'étude de la théorie économique favorise à la compréhension des orientations des nations.

Les principales questions traitées dans cette partie consistent en premier lieu, à bien préciser le rôle des échanges dans la croissance et le développement économique en explicitant les mécanismes suggérés aussi bien dans la théorie traditionnelle que dans les nouvelles théories du commerce international. En second lieu, il s'avère indispensable de nous orienter sur quelques aperçus de l'intégration économique.

CHAPITRE I : LES THEORIES FONDAMENTALES DU COMMERCE INTERNATIONAL

La conception par laquelle les échanges extérieurs sont source de gains² à l'échelle mondiale remonte au début de la théorie du commerce international³. La principale raison des échanges réside dans la diversité des potentiels économiques de chaque nation.

Ainsi, participer à l'échange devient intéressant si chacun des pays tire profit malgré leurs différences. Divers problèmes sont soulevés dans les discussions sur l'opportunité de l'ouverture d'un pays au reste du monde. Dans la suite, il importe d'orienter notre discussion aux bases théoriques du commerce international afin d'englober les enjeux de l'ouverture aux échanges. Ces théories sont fondées principalement sur la vision libérale des théoriciens.

² Cf. J., Cedras & N., Roquet; « *Théorie de l'échange international* »; DALLOZ; Paris; 1975; p. 5

³ Cf. Marc, Montoussé ; « *Economie et Histoire des sociétés contemporaines* » ; 2001 ; p.377

Section 1 : La théorie libérale

Des auteurs classiques s'attachent aux bienfaits du libéralisme. Celui-ci se repose sur deux principes majeurs tels : le respect de l'ordre naturel et que l'Etat n'intervient pas dans l'économie. Ainsi, David Ricardo incarne la méfiance sur les interventions étatiques croissantes.

1. Le libre-échange et la spécialisation

Le point de vue de David Ricardo se focalise dans la libéralisation des échanges après abolition des « *corn laws* » - lois interdisant toute importation de blé de façon à protéger les agriculteurs britanniques qui furent abolies en 1846.

a- Le principe de l'avantage comparatif de David Ricardo

Dans son analyse, D.Ricardo(1772-1823) démontre que tous les pays quelques soient ses richesses naturelles même les moins compétitifs devraient participer aux échanges. Ainsi, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la fabrication d'un bien pour lequel il est le plus avantageé ou le moins désavantageé, c'est le principe de l' « *avantage comparatif* »⁴. Pour ce théoricien classique, à l'échange international, tout pays gagnera par l'importation des marchandises qu'il peut produire à des coûts élevés par rapport à ses fournisseurs et par l'exportation des produits pour lesquels ses inefficacités sont moindres. En fait, ce principe associe deux idées fondamentales : le coût d'opportunité⁵ et l'équilibre automatique de la balance des paiements par la variation du taux de change⁶. On diminue la production d'un bien pour la préférence d'un autre. D.Ricardo a illustré cette thèse en prenant l'exemple de deux pays (Portugal et Angleterre) produisant en même temps deux produits (le drap et le vin).

⁴ Cf. David, Ricardo ; « *Principes de l'économie politique et de l'impôt* » ;1817 ;p.44

⁵ Cf. A., Carzola ;DRAI ;A-M : « *Sous-développement et Tiers-Monde* » ;Paris ;1992 ;p.32

⁶ Cf. L., Fontagné ; « *Commerce international* » ;<http://team.univ.Paris.Fr> ;p. 7

TABLEAU N°1 : Coûts de production de ces pays mesurés par le nombre d'heures nécessaires pour la fabrication d'un bien.

Produits	Pays	PORTUGAL	ANGLETERRE
VIN		40	100
DRAP		70	80
Coût d'opportunité	VIN	1V=0.57D	1V=1.25D
	DRAP		
Coût d'opportunité	DRAP	1D=1.75V	1D=0.80V
	VIN		

Interprétation:

Au Portugal, le temps nécessaire pour produire une unité de drap permettra à obtenir 1.75 unités de vin. Ainsi, le Portugal aura des bénéfices en se spécialisant dans la production de vin. En Angleterre, ce temps ne produira que 0.80 unités de vin. Donc, ce serait mieux pour ce pays de fabriquer du drap. Par conséquent, les deux pays se spécialiseront chacun dans la production d'un bien et feront un échange. De ce fait, ils pourront profiter ensemble des gains du commerce international.

En ce qui concerne l'équilibre automatique de la balance par la variation du taux de change, D.Ricardo précisa qu'un pays désavantage dans toutes les activités verra son taux de change se déprécier⁷. Et ce pays ne bénéficiera dans l'échange international qu'à condition qu'il puisse importer un bien relativement moins cher que ce qu'il produit et exporter un bien plus cher c'est-à-dire à un prix supérieur au prix national.

b- Les hypothèses de David Ricardo⁸

Les hypothèses suivantes ont été retenues par D. Ricardo dans son analyse :

-Le libre-échange et la spécialisation sont toujours favorables même pour les pays les moins compétitifs et concernent toutes les nations ;

⁷ C'est-à-dire que la valeur de la monnaie locale par rapport à celle de la monnaie de référence internationale diminue du fait d'une abondante importation.

⁸ Cf. Paul, Krugman ; « Les grands courants de la théorie économique » ; 1999 ; p.16

-La théorie de la répartition se fonde sur la « théorie de la valeur travail » selon laquelle la valeur d'échanges des marchandises dépend de la quantité de travail nécessaire pour les produire. De ce fait, à long terme, la croissance économique deviendra nulle ;

-Les facteurs de production sont immobiles entre les pays mais ils sont parfaitement mobiles à l'intérieur de la nation ;

-La concurrence est parfaite c'est-à-dire pas de monopole et les prix sont fixés en fonction des coûts des moyens de production ;

-Il n'y a pas de progrès technique des pays ;

-Le coût de transport est nul ;

-L'échange est assimilé à un troc.

c- Les déterminants de l'avantage comparatif⁹

Les déterminants de l'avantage comparatif sont :

- Les dotations naturelles : elles sont composées des déterminants géographiques et correspondent notamment à la terre, au climat et aux ressources naturelles. Par exemple : la fertilité du sol, la faune, la flore, la mer.....
- Les dotations acquises : ce sont les ressources physiques et humaines comprenant le capital physique et le savoir-faire qu'un pays parvient à se doter. Par exemple : la formation en main d'œuvre.
- La supériorité des connaissances : celle-ci correspond aux avantages techniques tels la compétence et la connaissance. En fait, elle résulte de la capacité à utiliser les ressources de manière productive et rentable.
- La spécialisation : elle accroît la productivité d'un pays .Les pays tout comme les individus se créent des avantages comparatifs ou renforcent ce qu'ils possèdent en se spécialisant.

2. Le théorème d'Hecksher-Ohlin-Samuelson

Ce modèle apporte une nouvelle formulation de la théorie des avantages comparatifs de D.Ricardo. Cette modification est apportée par trois artisans principaux : les économistes suédois Eli Hecksher (1919) et Bertil Ohlin (1933),

⁹ Cf. J., Stiglitz ; « *Principes de l'économie moderne* » ; De-Boeck Université s.a; 2000 ; p.56

l'économiste américain Paul Anthony Samuelson (1941,1948) d'où l'acronyme « HOS ». Ce théorème se base sur certaines hypothèses pour montrer l'origine de ces avantages. Ce sont l'existence des différences de dotation en facteur de production¹⁰ et des technologies internationalement identiques, en raisonnant sur deux pays, deux biens et deux facteurs de production. Il s'énonce comme suit : « *chaque pays a avantage à se spécialiser en fonction de sa dotation en facteur de production* ». En d'autres termes, le pays exporte les biens demandant des facteurs de production qui sont abondants chez lui et importe les marchandises dans lesquels ils sont rares dans ce pays et abondamment utilisés.

Pour mieux appréhender l'explication, voici une illustration : prenons deux pays comme Madagascar et l'île Maurice ayant deux facteurs de production qui sont la terre et le capital. Si Madagascar dispose de vastes étendues de terre, elle devrait se spécialiser dans l'agriculture et exporter des produits agricoles tout en important des biens d'équipements. Par contre, l'île Maurice qui possède abondamment de capital et peu de terre importera des produits agricoles et exporterá des biens manufacturés.

Par conséquent, chaque pays aura profité des gains de l'échange international.

3. Les conséquences et limites de la théorie des avantages comparatifs¹¹

Pour ces théories, la spécialisation qui découle de l'exploitation des avantages comparatifs augmente le bien-être de chaque pays. Il se traduit par l'augmentation de la production nationale et internationale. Ajouter à cela, le libre-échange permet d'accroître les richesses de toutes les nations et la balance des paiements s'équilibre automatiquement.

D'autre part, le théorème d'HOS ne se limitait pas à un seul facteur de production mais avec plusieurs facteurs –terre ou capital ou main d'œuvre- En effet, ce théorème est favorable au libre-échange, puisque non seulement l'échange procure un gain pour tous les pays qui se spécialisent en fonction de la dotation des facteurs de production mais en plus, engendre l'égalisation des rémunérations de ces facteurs.

Cependant, les théories des avantages comparatifs connaissent quelques limites :

- elles reposent sur le commerce interbranche et ne tiennent pas compte des échanges de produits de même nature (commerce intra - branche),

¹⁰ Cf. A., Geledan; « *Histoire de la pensée économique* » ; Les contemporains ; Paris ; 1988 ; P. 46

¹¹ Cf. Sébastien, Dupuch; « *Les déterminants des flux d'IDE intra-européens* »; Février 2001 ; Université PARIS-NORD; p.3

- elles considèrent que les facteurs de production sont immobiles au niveau international,
- elles ne comptent pas en considération le coût de transport, donc elles assimilent l'échange à un troc,
- elles admettent implicitement qu'il n'y a pas de monopole et que les prix sont fixés en fonction des coûts de facteurs de production,
- elles n'intègrent pas le progrès technique.

En bref, ces théories sont loin de la réalité actuelle sur le commerce international. Cependant, les avantages comparatifs peuvent être difficilement influencés. Ces critiques ont donné naissance à des théories plus réalistes appelées « les nouvelles théories ».

Section 2 : Les apports des nouvelles théories du commerce international

Des nouvelles théories font l'objet de débats en faveur du libre-échange et du protectionnisme. En fait, il s'agit d'un ensemble de travaux développés par des auteurs tels : Paul Krugman & E.Helpman¹² qui dénoncent l'irréalisme des hypothèses des avantages comparatifs. Il faut noter que le renouvellement en partie de la théorie économique demeure favorable à l'ouverture internationale.

1. Le renouveau des théories favorables à une économie ouverte

Lorsqu'un pays se spécialise et participe au commerce international, il augmente ses profits. Mais en plus, cela favorise sa compétitivité, d'où croissance économique du pays.

a-Les gains cumulatifs de P.Krugman¹³

L'ouverture internationale permet la spécialisation qui, à son tour crée l'avantage comparatif poussant les pays à une plus grande ouverture sur le marché mondial. Ces gains sont :

¹² Cf. Paul, Krugman & E. Helpman ; "Market Structure and Foreign Trade";1985;p.42

¹³ Cf. P.,Krugman & Maurice, Obstfeld ; « Economie nternationale (1992) » ; De-Boeck ;Bruxelles ; 2000 ; p.45

- l'effet de dimension :

Chaque nation peut produire en plus grande quantité certains produits, ce qui offre des avantages comme les économies d'échelle ou les effets d'apprentissage ;

- l'effet de diversification :

Grâce à l'ouverture, le choix d'un produit pour satisfaire un même besoin est multiple ; et cette diversification de biens bénéficiera à la fois les consommateurs et les producteurs ;

- l'effet de concurrence :

Sur le marché national, des entreprises nouvellement créées entrent en concurrence afin de pouvoir accéder au marché mondial. Et cela intensifie leurs compétitivités-les prix et le niveau de production se rapprochant de l'équilibre concurrentiel du marché.

b- La théorie d'une « politique commerciale stratégique de l'Etat »¹⁴

Dans ce modèle, P.Krugman avance que les pouvoirs publics entreprennent des mesures protectionnistes. Cependant, ces mesures sont destinées à favoriser les industries que l'Etat juge stratégiques. En effet, ces pouvoirs publics construisent des avantages comparatifs afin que les pays deviennent plus compétitifs. Ainsi, ils auront intérêt à commercialiser librement avec le reste du monde. Par la suite, Krugman en déduit que l'Etat devrait appliquer un protectionnisme sélectif dans le but de créer des avantages comparatifs.

2. Les gains tirés du commerce international

Depuis 1970, la théorie du commerce international n'a cessé de progresser même si les gains issus de l'échange restent ambigus dans certains cas. Pour devancer la théorie standard, les partisans du libre-échange ont raisonné sur les impacts de celle-ci sur le développement de l'esprit d'entreprise, sur la productivité de ces entreprises, sur les possibilités d'économies d'échelle et sur le pouvoir des monopoles qui sont soumis à une plus grande compétitivité.

Ces raisonnements amènent à dire que le gain à l'échange prend une place importante que celui prévu par la théorie traditionnelle.

En tout cas, ces nouvelles approches du commerce international sont fondées sur les économies d'échelles.

¹⁴ Cf. P., Krugman ; « *Les grands courants de la théorie économique* » ; 1999 ; p.58

Et pour les auteurs contemporains, pour pouvoir tirer profit de ces économies d'échelles, chaque pays a intérêt à produire un nombre limité de biens. Car dans ce cas, ces biens pourront être produit à grande échelle que ce ne serait le cas si chaque pays tendait à produire tous les types de biens¹⁵, l'économie mondiale pourra en conséquence avoir une quantité plus grande de chaque bien.

La raison en faveur de l'échange international repose sur l'idée selon laquelle l'échange accroît la dimension du marché. L'amélioration de l'échange entre deux pays conduit par conséquent à former un marché mondial plus grand que chaque marché national individuel. Ainsi, ces nations ont la possibilité d'échanger leur part de marché. Le commerce international apporte aussi une possibilité de transfert technologique entre les firmes. D'une certaine façon, en consacrant leurs efforts sur les progrès techniques, ces firmes deviennent plus compétitives pour pouvoir affronter les firmes étrangères.

CHAPITRE II : LE CONCEPT DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE

A part la théorie des avantages comparatifs de D.Ricardo, les pays pourront bénéficier des avantages de l'échange international au processus d'intégration. Les pays pratiquaient le libre-échange pour assurer le développement durable et rapide de son économie en stimulant leur exportation.

Dans ce chapitre, nous allons voir les conditions requises afin que le processus d'intégration soit accepté. Ensuite, les quelques effets qu'elle pourrait avoir sur le bien-être collectif. Et finalement, en quoi peut aboutir la formation d'une union douanière dans un pays.

Section 1 : Intégration économique

L'intégration a pour effet d'élargir le marché national au niveau mondial. Ainsi, certains pays la pratiquent, surtout les pays en voie de développement¹⁶, dans le but d'améliorer sa croissance économique.

¹⁵ Cf. P., Krugman & M., Obstfeld ; "Economie internationale" ; De-Boeck Université ; 2001 ; p.1307

¹⁶ Cf. P., Thomopoulos & F., Kahnert ; « Intégration entre Pays en Voie de Développement » ; 1969 ; p. 10

1. Définition et objectif économique¹⁷

Généralement, on entend par intégration, un processus permettant de faire disparaître progressivement entre deux ou plusieurs pays en voie de développement les discriminations qui existent aux frontières des nations.

Elle a pour objectif de pouvoir accélérer et d'améliorer la croissance économique des pays partenaires. Pour cela, le libre-échange constitue un moyen d'atteindre des niveaux de production élevés sans restrictions, sans taxes ni droits de douanes.

L'intégration¹⁸ économique a pour raison d'être essentielle d'accroître les possibilités de substitution des importations et d'en réduire son coût.

Dans ces conditions, pour juger les avantages du processus d'intégration, il faut déterminer si le taux de croissance de la zone considérée est plus rapide qu'il l'aurait été sans l'intégration.

2. Les conditions de réussite à l'intégration¹⁹

Le système l'intégration repose sur quelques conditions de réussite pour qu'il soit accepté. Ces conditions prennent compte, en premier lieu le stade de développement déjà atteint par les pays partenaires, la forme que leur développement a prise en particulier les industries, l'importance du secteur de subsistance ainsi que leurs ressources naturelles, les conditions climatiques, l'offre de main d'œuvre et de capital.....

En effet, l'existence d'un secteur industriel important dans un ou plusieurs pays partenaires amène les autres de s'opposer à l'introduction du libre-échange et à l'adoption d'un régime de concurrence. De ce fait, l'intégration doit réussir quand les secteurs industriels ont des dimensions du même ordre, donc des mêmes parts du marché.

La présence d'un secteur industriel de faible dimension implique des intérêts « acquis » modestes et ces intérêts peuvent s'opposer à l'intégration par peur d'un aménagement défavorable pouvant résulter de la suppression des droits protecteurs à l'intérieur de la zone.

¹⁷ Cf. P., Thomopoulos & F., Kahnert ; « *Intégration entre Pays en Voie de Développement* » ; 1969 ; p.5

¹⁸ Cf. R., Caves & Jones ; « *Economie Internationale* » ; 1981 ; p.223

¹⁹ Cf. Bella, Ballassa ; “ *Towards a theory of Economic Integration* ”; Edition Journal; Ankara (Londres) ;1961; p. 32

Par contre, si ces secteurs sont trop puissants les avantages attendus se réduisaient. De plus, l'existence d'un secteur de subsistance important dans l'un des pays en fait un partenaire moins intéressant pour l'intégration parce qu'elle réduit la dimension du marché ouvert aux exportations des autres.

En second lieu, la réussite d'un système d'intégration a pour conditions nécessaires l'existence d'un système de transport et d'un réseau de communication efficace. En tout cas, si les communications sont défectueuses, il y a risque de pertes d'information ou de diffusions insuffisantes. Et avoir un moyen de transport permet de procurer dans des conditions de coût raisonnables un certain volume de marchandises.

En dernier lieu, les pays qui adhèrent à l'intégration doivent adopter une politique bien orientée en maintenant ses taux de changes à un niveau bas- car un taux de change surévalué aura pour effet de freiner l'accroissement des exportations qui est source de devises -qui détériorent la balance des paiements risquant de compromettre au processus d'intégration.

Si telles sont les conditions nécessaires pour la réussite à l'intégration, nous allons voir en quoi peut-elle avoir effet ?

3. Les effets de l'intégration sur le bien-être collectif²⁰

D'une manière générale, les Pays en Voie de Développement (PVD) se caractérisent par le manque de capitaux et de main d'œuvre qualifiée, par une rareté de chefs d'entreprises compétents, par un nombre considérable de chômeurs non qualifiés. Ainsi, on peut dire que les PVD auront du mal à tirer profit de l'intégration comparée aux pays industrialisés. Mais quels en sont alors ses effets ?

a- Effet sur des recettes en devises

Dans la mesure où les importations provenant de l'extérieur de la zone sont plus faibles qu'elles ne l'auraient été sans le processus d'intégration, la position de ce pays importateur s'améliore. Ainsi, ce dernier importe des produits moins chers qu'il aurait produit à coût élevé et exporte plus cher.

²⁰ Cf. P., Thomopoulos & F. Kanhert ; « *Intégration économique entre Pays en Voie de Développement* » ; 1969 ; p.12

b- Effet de l'intégration sur l'offre de main d'œuvre qualifiée

L'insuffisance de l'offre de main d'œuvre qualifiée est considérée comme un facteur limitatif important du développement. Bien que les dimensions et programmes organisés à l'enseignement dans les PVD soient situés au-dessous de l'optimum, les pays dans la zone devraient mettre en commun leurs efforts et consacrer le total de leurs dépenses à cet enseignement. Tout cela, afin que l'amélioration des disponibilités en personnel qualifié soit possible et en abondance.

c- Effet sur la consommation et sur la répartition des revenus

L'évaluation des effets de l'intégration économique sur le bien-être prend en compte les effets qu'elle exerce sur la consommation et sur la répartition des revenus dans la zone où elle s'applique. Ainsi, sous l'effet de l'intégration, le prix de la consommation subira en partie une hausse - si une grande partie des produits nationaux est destinée à l'exportation, cela suscitera une augmentation de leur prix pour les consommateurs locaux car le prix national se réfère au prix international correspondant au prix d'exportation. Cela, au cas où l'emplacement du système suscitera une production qui se substituera à des échanges. Par conséquent, face à cette hausse, les consommateurs diminuent soit leur consommation réelle, soit leur épargne, soit les deux.

A l'encontre de cet effet, il faut tenir compte de l'accroissement de la production ainsi que de l'augmentation des revenus disponibles dans la zone intégrée pour réserver une consommation supplémentaire.

Section 2 : Hypothèses de Jacob Viner sur l'union douanière

Les ouvrages théoriques consacrés aux questions de l'union douanière, des marchés communs, etc, sont fondés sur l'analyse statique par Jacob Viner²¹ en 1950. Bien avant les travaux de Viner, tout le monde pensait que l'union douanière du fait qu'elle représente un pas vers le libre-échange avait pour effet d'améliorer le bien-être collectif mondial. De ce fait, J.Viner montra alors que l'union douanière peut aboutir soit à la création des échanges, soit au détournement des échanges.

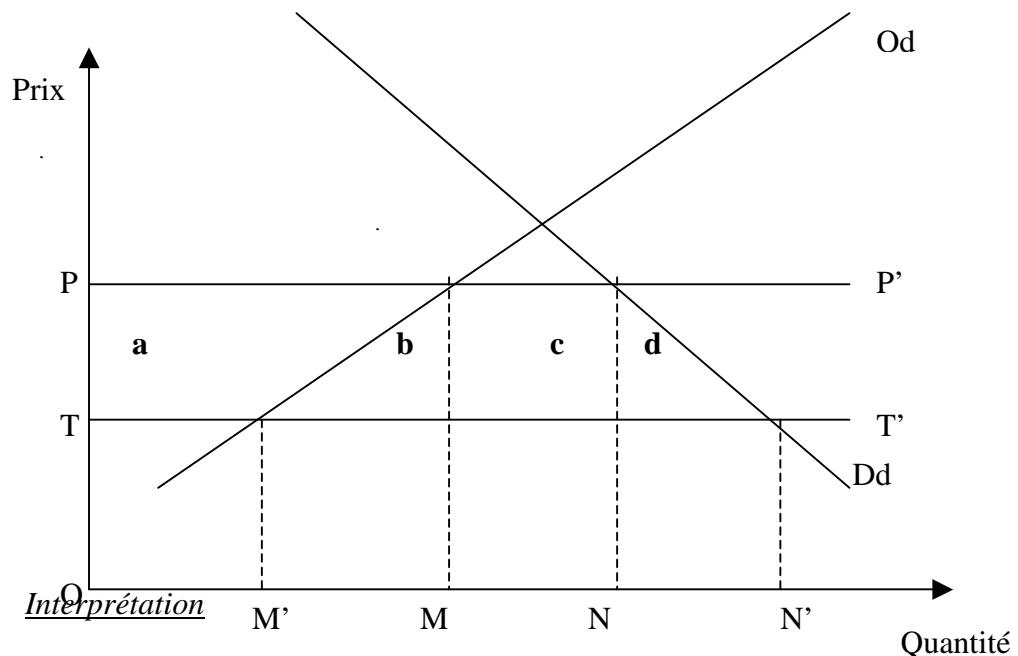
²¹ Cf. Jacob,Viner ; « *The Customs Union Issue* »; Carnegie Endowment for International Place New York 1950; p.23

D'après son étude, il y a création des échanges lorsque la formation d'une union douanière amène un pays d'importer en provenance de son partenaire dans l'union plutôt qu'à le produire lui-même. Il en résulte que la production est effectuée non plus à coût élevé mais à coût faible. Et le détournement apparaît quand la formation d'une union douanière fait que le pays d'origine des importations n'est plus le même. C'est-à-dire, ce qui était importé d'un pays extérieur à l'union l'est maintenant du pays partenaire dans l'union. La raison de ce phénomène est que la formation de l'union permet d'importer sans droits de douane à partir des autres pays membres de l'union douanière. Contrairement, les importations des pays tiers continuent à supporter des droits de douane.

1. Effets de la création des échanges²²

Les effets de la création des échanges sont expliqués par le graphique ci-dessous :

Graphique 1 : Les effets de la création des échanges



Od et Dd sont les courbes d'offre et de demande domestiques du bien X dans le pays A avec A et B deux pays qui forment une union douanière. La suppression des droits de douane envers B fait baisser le prix domestique de OP à OT, donc faire accroître la consommation du pays A à ON' (ON avant la formation de l'union douanière) ainsi que les importations à M'N' (MN avant union douanière)

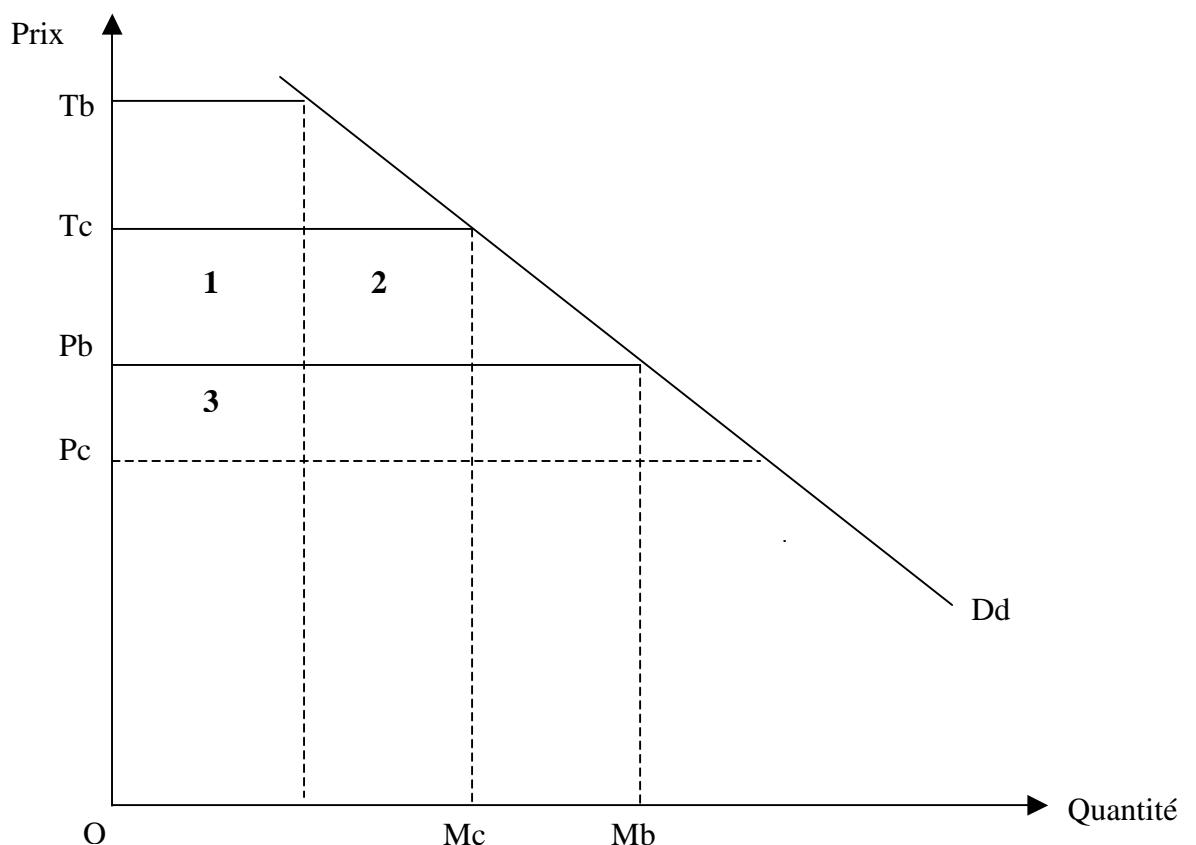
²²Cf. Robert, Erbès; "Intégration Economique Internationale"; 1966; p.107

et diminuer la production domestique à OM' (OM avant union). Ainsi, l'aire **a** + **b** + **c** + **d** représente le surplus des consommateurs pour le bien X dans le pays A mais ce n'est pas le gain net de ce pays. Contrairement, l'aire **a** correspond à la perte de surplus des producteurs. Le surplus supplémentaire mesuré par la surface **b** figure le bénéfice net et la surface **d** illustre le gain pur de surplus des consommateurs.

2. Effets du détournement des échanges²³

Les effets du détournement des échanges sont représentés par le graphique qui suit :

Graphique 2 : Les effets du détournement des échanges



Interprétation

On considère trois pays A, B, et C dont A et B forment une union douanière et le pays C (reste du monde) reste à l'écart. Dd est la courbe de demande domestique pour le bien Y dans le pays A. On suppose que C peut offrir Y à un coût P_c , de même, B mais au coût constant plus élevé de P_b . Avant que l'union douanière

²³ Cf.R., Erbès ; « *Intégration Economique Internationale* » ; 1966 ; p.107

ne soit formée, A impose un tarif *ad valorem*²⁴ sur les importations de Y qui sont égaux. A doit acheter à la somme la moins chère après droits de douane et par conséquent importer OM_c au prix OT_c. En effet, la formation d'une union douanière aux exportations de Y en provenance de B sont sans droits en A et alors la consommation de A passe en OM_b. Ici encore, abaisser les droits de douane permet un gain pour les consommateurs de Y dans le pays A. L'aire **1** désigne la recette douanière perçue (avant union douanière) sur les importations du pays C, mais sa perte compensait le gain du surplus des consommateurs. Et la surface **2** le gain pur du surplus des consommateurs. Pourtant, une perte se produit dans la surface **3**. Avant l'union, la recette douanière du gouvernement du pays A perçue par les importations OM_c est mesurée par les aires **1 + 3**. Mais, après qu'il y eu union douanière, cette recette se perde et la perte dans **3** est payée par les consommateurs de A aux producteurs de Y à des coûts plus élevés dans B. En effet, c'est une perte sociale. Dans ce cas, il y a une perte nette du bien-être du au détournement des échanges.

3. Les raisons qui poussent à la libéralisation des échanges

Les défenseurs du protectionnisme pensent qu'il existe un moyen convenable pour accroître la richesse d'un pays. Désormais, de longues recherches ont pu démontrer l'efficience de l'ouverture économique²⁵. Ceci pour dire que le protectionnisme engendre un effet négatif très connu telle : la perte du bien-être. Si on analyse les effets des droits de douane, le coût de production en terme de bien-être trouve une illustration très simple. En effet, dans un pays donné, deux types de perte nette apparaissent :

- d'une part, la somme supplémentaire payée par les consommateurs,
- et d'autre part, le surplus des avantages des consommateurs auquel le pays renonce, entraînant une diminution de la quantité achetée par les consommateurs.

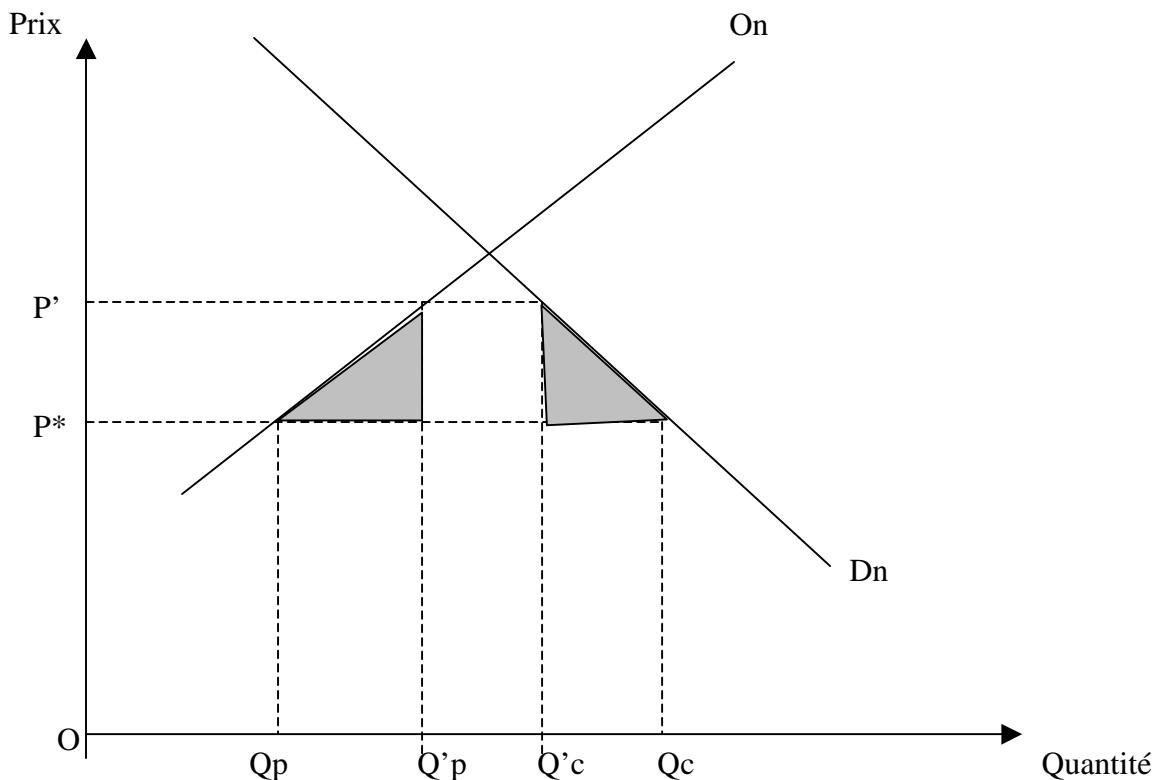
Ainsi ces deux types de pertes sont illustrés par un schéma classique représentant la perte du bien-être du fait des effets des droits de douane. Et la figure suivante montre

²⁴ Un droit qui est imposé en termes de pourcentage de la valeur du bien ; par exemple : un droit de 5%, ce qui signifie que le droit d'importation est de 5% de la valeur évaluée du bien en question.

²⁵ Cf. RAZAFINDRAKOTO; « *Madagascar et l'heure de l'ouverture économique* » ; Antananarivo ; 1996 ; p.56

l'effet d'un droit de douane et représente une courbe de demande décroissante et une courbe d'offre nationale croissante pour un produit.

Graphique 3 : Les effets des droits de douane²⁶



Interprétation

On suppose un bien X dont le prix international est égal à P^* . A ce prix l'offre nationale est représentée par la droite On et la demande nationale par la droite Dn . En l'absence des droits de douane, la demande nationale est supérieure à l'offre nationale. En effet, le pays produira la quantité Qp et consommera Qc , il importera ainsi $Qc-Qp$. L'existence d'un droit de douane t accroît le prix du bien X dans le pays qui atteint $P'=P^*(1+t)$. Le tarif douanier diminue alors la demande nationale, puisque le prix du bien X a augmenté, par contre le droit de douane permet d'augmenter la production nationale du bien considéré. Ce qui abaisse la consommation totale de ce bien jusqu'en $Q'c$ et accroît sa production nationale en $Q'p$. Ainsi, l'augmentation de l'offre nationale combinée à la réduction de la demande nationale se traduit par une baisse des importations qui correspondent à

²⁶ Cf.J., Stiglitz ; « *Principes d'économie moderne* » ; 2000 ; p.805

Q'c-Q'p. Cependant, ce tarif douanier génère des recettes fiscales égales au droit de douane multiplié par le volume des importations (les parties colorées).

De ce fait, les gagnants du tarif douanier sont donc l'Etat et les producteurs nationaux, donc leur bien-être se détériore.

Qu'il s'agisse du tarif douanier, de quota ou de subvention à la production, il y a toujours une perte sociale. Le recours au libre-échange constitue alors le meilleur moyen de récupérer des niveaux élevés de production.

DEUXIEME PARTIE

PARTIE II : LES OPPORTUNITES OFFERTES PAR L'INTEGRATION DE MADAGASCAR DANS LA SADC

L'adhésion de Madagascar à la Communauté de Développement de l'Afrique Australe ou SADC se conçoit comme une des meilleures propositions face à la mondialisation galopante de l'économie.

En effet, l'intégration de ce genre apparaît comme un moyen de constituer les lobbies économiques permettant de déterminer et de défendre les intérêts communs des Etats membres. De ce fait, elle va accroître le mouvement des hommes, des marchandises et des capitaux. Néanmoins, cette intégration régionale comme la globalisation implique une adaptation et une mise à niveau de l'économie en respectant les critères de convergence ainsi définis.

Par ailleurs, Madagascar comme d'autres pays devra accorder ses obligations envers la SADC et celles des autres pays membres. Cependant, pour Madagascar, les apports de l'intégration dans ce bloc régional sur la croissance économique semblent encore ambigus. Ceci nous amène à entamer la deuxième partie.

Dans un premier chapitre, nous allons voir quelle politique économique doit adopter Madagascar dans la SADC. Tandis que le deuxième chapitre est réservé aux spécificités qu'elle apporte à la contribution au développement durable et rapide. Et le troisième chapitre consacre entièrement son apport aux différentes opportunités fournies par l'intégration à la SADC.

CHAPITRE I : LES CADRES DE REFERENCE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE DES PAYS MEMBRES DE LA SADC DONT MADAGASCAR

Pour Madagascar, la réalisation effective de cette intégration à la SADC repose sur un document qui servira de référence, conforme à ses priorités et à ses programmes ; mais en plus, elle tient compte des objectifs des millénaires pour le développement (OMD) dont le pays devrait parcourir.

Section 1 : Le Plan Stratégique Indicatif du Développement Régional ou « RISDP »

Afin de réaliser les objectifs et les priorités définis dans le cadre de la Communauté pour le Développement de l'Afrique australe ou SADC, un document a été établi et servira de référence pour les pays membres dans cette coopération régionale. Pour ce faire, ces derniers ont mis en œuvre un plan stratégique indicatif du développement régional connu sous l'acronyme : « RISDP ». Indicatif c'est-à-dire, il résume les conditions à réunir pour l'intégration et le développement de la communauté régionale.

1. Les attributions du RISDP

Le Plan Stratégique Indicatif du Développement Régional (RISDP) englobe plusieurs tâches. En premier lieu, il analyse les évolutions survenues sur les plans économiques, sociaux et humains d'un pays. Par conséquent, il constate la situation économique insatisfaisante comme la faiblesse du PNB/hab, le PIB qui croît faiblement, le déficit budgétaire, le taux d'intérêt élevé, la faiblesse de l'épargne et de l'investissement, la hausse des dettes extérieures, donc un niveau élevé de la pauvreté. En second lieu, il étudie l'évolution des politiques et stratégies dans les différents domaines favorables à la coopération et l'intégration régionale. Et ces politiques doivent être conformes aux priorités et stratégies déterminées par la SADC. Mais il identifie aussi leurs manques ainsi que leurs lacunes et propose en même temps des nouvelles orientations.

En tout, le RISDP a comme priorités de rendre le programme d'action de la SADC plus efficace et plus souple à exécuter, d'accélérer l'éradication de la pauvreté et de

réaliser les objectifs économiques comme non-économiques par un programme d'intégration plus poussé.

a .Structure de la SADC

La Communauté de Développement de l'Afrique Australe ou SADC est créée en Août 1992 en Namibie²⁷.

Elle vise essentiellement à promouvoir l'approfondissement de la coopération et de l'intégration économique. Son but est de tendre vers une plus grande libéralisation et l'harmonisation des échanges en éliminant toute discrimination entre les biens et services qu'ils soient étrangers ou domestiques. Ce bloc est constitué par quatorze membres dont: l'Afrique du Sud, la Namibie, l'île Maurice, le Malawi, la RDC, la Tanzanie, le Botswana, l'Angola, la Zambie, le Swaziland, le Mozambique, Madagascar, le Lesotho, le Zimbabwe.

En fait, depuis Août 2004, Madagascar a déjà eu le statut de membre aspirant au sein de cette communauté. Son adhésion résulte de plusieurs raisons : la proximité géographique, la puissance économique de l'organisation, l'existence d'importants échanges commerciaux entre Madagascar et certains pays de la SADC. Ainsi, cette entrée à la SADC est nécessaire en raison de l'ouverture sur le marché mondial et de la libéralisation de l'économie. En outre, elle a aussi une vision d'un avenir commun au sein d'une communauté régionale assurant le bien-être des peuples de l'Afrique Australe, l'amélioration de leur niveau de vie et de la qualité de vie, la liberté, la justice sociale, la paix et la sécurité.

b. L'organisation de la SADC

La SADC comprend six composantes²⁸ :

-Le sommet des Chefs d'Etat constitue l'organe suprême de décision. Celui-ci a en charge la politique générale de la communauté et se réunit au moins une fois par an.

-Le conseil des Ministres est la cheville ouvrière de la Communauté, car il prépare toutes les décisions et conseille le Sommet des Chefs d'Etat dont il dépend

²⁷ Cf.Sécretariat permanent à la SADC ; Plan Stratégique Indicatif du Développement Régional (RISDP) ;Senaoana ; 2005 ; p.2

²⁸ Cf. Annexe n°1 : Organigramme de la SADC; p.61

directement. Il réunit les Ministres de Affaires Etrangères et les Ministres techniques en fonction des sujets traités.

-L' « Organe »²⁹ est la réunion des Ministres chargés des affaires étrangères, de la défense et de la sécurité. Il vise à mettre en œuvre une politique commune dans ces domaines.

-Les Comités sectoriels des Ministres sont des comités qui réunissent tous les Ministres d'un secteur donné. Chaque Comité Ministériel se réunit au moins une fois par an. La particularité du fonctionnement de la SADC est que chaque Comité sectoriel est cordonné par un pays membre.

-Le Comité des représentants permanents dépend du Conseil des Ministres à qui il soumet des conseils techniques quant aux projets à financer par l'organisation.

-Enfin, le secrétariat exécutif est assuré par un Secrétaire Général. Le Secrétariat exécutif a l'unique charge de mettre en œuvre les décisions prises par le Sommet des Chefs d'Etat et le Conseil des Ministres.

c. Les objectifs de la SADC

Ils se fixent en la promotion de la croissance économique et le développement socio-économique durables et équitables, la bonne gouvernance, la sécurité et la paix durables, la lutte contre le VIH/SIDA et d'autres maladies infectieuses et mortelles, l'approfondissement de l'intégration régionale, l'intégration de la SADC à l'ouverture internationale, la garantie d'un développement équitable et équilibré, l'éradication de la pauvreté, la promotion de l'égalité des sexes.

2. Les objectifs du RISDP

Etant connu comme agenda de réalisation des programmes des pays membres de la SADC, le RISDP a fixé quelques objectifs³⁰, notamment :

a- La réduction de la pauvreté

Eradiquer la pauvreté constitue une des préoccupations majeures de la SADC. L'évolution de l'incidence de la pauvreté est le reflet de l'évolution de la situation économique à Madagascar.

²⁹ Cf. Annexe n°1 : Organigramme de la SADC ; p.61

³⁰ Cf. Olivianiaina, RAKOTO DAVID, « *La politique macroéconomique et ses impacts face à une intégration approfondie à la SADC* » ; 2006 ; p. 3-5

Ainsi, cette évolution de l'incidence de la pauvreté est illustrée dans le tableau suivant:

TABLEAU N°2 : Evolution du ratio de pauvreté à Madagascar de 1999 en 2004(%)

Année	1999	2001	2002	2003	2004
Urbain	52.1	44.1	61.6	51.8	54.0
Rural	76.7	77.1	86.4	80.1	80.0
En général(Madagascar)	71.3	69.6	80.7	73.6	74.1

Source : INSTAT/DSM

Interprétation

Entre 1999 et 2001, il y a une nette diminution du taux de pauvreté avec un taux de croissance de 5%³¹. En 2002, la crise sociale que le pays a subi a fait remonter le ratio de pauvreté à 80.7%³². La relance économique en 2003 a fait flétrir ce ratio à 73.6%. Mais on constate que cette amélioration est très visible en milieu urbain qu'en milieu rural. Entre 2003 et 2004, la situation économique a été marquée par la dépréciation de la monnaie locale et l'inflation. Mais cette fois, la hausse du ratio est plus remarquable en milieu urbain car les travailleurs (qui ont des salaires fixes) ont subi les effets néfastes de l'inflation ; contrairement aux individus du milieu rural qui en profitent à la hausse de leur production.

b- Le développement économique et social

Les niveaux de développement des pays membres de la SADC sont différents mais avec la prédominance d'une économie sous-développée. Dans ce cas, ces pays ont envisagé de réaliser quelques objectifs tels :

- accélérer la croissance économique ;
- améliorer les conditions de santé, de vie, des revenus de la majorité des pauvres ;

³¹ Cf. Gouvernement malgache ; Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) ; 2005 ; p.25 ; <http://www.Simicro.mg/Sta>

³² Cf. Gouvernement malgache ; Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté DSRP ; 2005 ; p.31 ; <http://www.Simicro.mg/Sta>

- assurer l'utilisation équitable et soutenable de l'environnement et des ressources naturelles ;
- assurer l'égalité des sexes.

- **Structure économique des pays membres de la SADC³³**

La structure économique des pays membres de la SADC est illustrée dans le tableau qui suit :

TABLEAU N°3 : Données économiques de base des pays membres de la SADC

	Population (million)	PIB (US \$Billion)	PIB par tête(US\$)	Importations (US\$ billion)	Exportations (US\$ billion)
Angola	14,0	9,757	700	3,07	5,96
Botswana	1,74	6,5	2,796	2,27	2,82
RDC	54,9	5,278	96	0,786	1,158
Lesotho	2,24	0,79	366	0,97	0,04
Malawi	11,2	2,277	198	0,596	0,371
Maurice	1,2	4,831	3,933	3,064	3,165
Mozambique	18,1	3,492	193	1,374	0,845
Namibie	1,9	2,82	1,667	1,32	1,28
Af. du Sud	45,4	159,9	3,452	42,2	45,1
Swaziland	1,06	1,22	1,109	0,93	0,82
Tanzanie	33,6	9,74	266	1,93	1,68
Zambie	10,4	4,34	392	1,6	1
Zimbabwe	11,6	22,0	1,891	2,32	2
Madagascar	15,81	15,02	280	6,9078	2,8551

Source : Secrétariat SADC et DES/INSTAT (2002)

³³ Cf.Olivaniaina, RAKOTO DAVID ; « *La politique macroéconomique et ses impacts face à une intégration approfondie à la SADC* » ; 2006 ; p.4, p.42

Interprétation

Pour le cas de Madagascar, en se référant à l'année 2002, il représente une part importante en valeur d'importation par rapport à son exportation dans la SADC ; soit 6,9078 milliards USD contre 2,8551 milliards USD, ce qui représente un déficit de 4,0527 milliards USD, avec un PIB nominal de 15,02 milliards USD³⁴. A cette même année comptant environ 15.981 millions d'habitants, le PIB réel par tête s'élevait à 291,1 US Dollar. Pourtant, pour les autres pays membres, comme l'île Maurice par exemple, la différence entre la valeur de son exportation et de son importation est minime, de plus cette différence représente l'excédent commercial du pays, soit de 0,101 milliards USD. Même pour les autres pays africains, la part du déficit commercial est négligeable comme le cas de Lesotho, la Zambie, le Botswana, le Zimbabwe. Tandis que l'Afrique du Sud reste le grand bénéficiaire de la SADC en matière d'exportation qu'en importation (secteurs manufacturiers dominants), la valeur de son exportation constitue 45,1 milliards USD contre 42,2 milliards en importation avec un PIB très importante de 159,9 milliards USD.

- **Les différents indicateurs macroéconomiques des pays membres de la SADC**

Le nombre de la population membre de la SADC compte au total 208 millions d'habitants et la valeur de leur PIB atteint 222,6 milliards USD avec un taux de croissance de 5% en 1996. La performance économique dans la SADC reste fragile car la plupart de ces pays sont confrontés aux catastrophes naturelles et aux chocs exogènes défavorables.

La structure de production est un élément essentiel pour voir la caractéristique de développement des régions. Ainsi, les produits de la SADC constituent : les denrées alimentaires, les boissons, les produits du tabac, les textiles et vêtements.....Et on constate la domination de l'île Maurice et de l'Afrique du Sud dans les secteurs manufacturiers qui représente 25% de leur PIB.

En 2002, la moyenne de l'inflation des pays dans cette communauté était de 25% avec un taux d'intérêt très élevé variant entre 40 à 100%.

Les investissements de ces pays s'élevaient à 3061 millions USD entre 1995 et 1998. Plus de 25% des Investissements Directs Etrangers (IDE) de 1995 en

³⁴ Cf. Annexe n°2 ; Madagascar : Indicateurs économiques et financiers, 2001-2005 ; p.63

ce jour, vers l’Afrique Sub-Saharienne étaient dirigés vers l’Afrique du Sud. Les secteurs qui attirent ces investissements sont le tourisme, le transport, l’agriculture et la pêche, les télécommunications.....

Les pays dans la SADC ont connu des déficits élevés. Ils importent surtout des biens intermédiaires et d’équipements (cas de l’Afrique du Sud et le Zimbabwe) et des produits agricoles de base. Mais en plus, ils ont enregistré un déclin à long terme de leur terme de l’échange.

De 1999 à 2000, le solde des comptes courants de cette communauté s’est situé à moins de 7,0%. Certains pays ont connu un excédent des comptes courants en hausse à savoir : le Botswana, le Namibie, l’île Maurice ; d’autres ont un déficit courant inférieur à 5% du PIB comme l’Afrique du Sud, les Seychelles, le Swaziland, le Zimbabwe tandis que l’Angola, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie voyaient leurs déficits courants élevés et ne cessaient de s’alourdir.

Il faut noter aussi que les dettes des pays dans cette communauté sont énormes car le stock de la dette extérieure s’évaluait à 69,12 milliards USD et ils dépendent ainsi de l’Aide Publique au Développement (APD) pour combler ce fossé. Ainsi, chaque pays membre de la SADC devrait adopter une politique économique conforme à cette volonté de réduire la pauvreté et se référer ainsi aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et aux Initiatives en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE).

- **Structure des exportations commerciales de Madagascar au sein de la SADC**

Parmi les pays membres de la SADC, l’île Maurice et l’Afrique du Sud sont les premiers destinataires des produits exportés par Madagascar ; mais ils sont aussi nos principaux fournisseurs.

Sur les marchés internationaux, les produits pour lesquels Madagascar est le plus avantage sont les produits alimentaires frais, les vêtements, les aliments traités, les textiles, les produits industriels divers.....

Tandis que sur les marchés régionaux, les produits qui intéressent les importateurs sud- africains sont sous contrats non durables. En effet, les produits qui étaient sous contrats réguliers, entre 2000 et 2003 étaient les épices, le sisal, les produits végétaux (industrie alimentaire), la vannerie, le textile....Ainsi, 60%

des importations de l’Afrique du Sud en provenance de Madagascar entre Janvier à Juillet 2003 sont les clous de girofle et du coton non traité. Par contre, l’Afrique du Sud exporte des biens qui ont une forte intensité de ressources naturelles (comme les produits pétroliers, les minéraux, du sucre, des voitures (40%)) vers Madagascar pour cette même année.

Pour mieux appréhender la structure des exportations de Madagascar au sein de cette communauté, le tableau ci-dessous récapitule quelques produits dont notre pays échange avec l’île Maurice et l’Afrique du Sud.

TABLEAU N°4 : Structure des exportations de Madagascar

	Maurice			Afrique du Sud		
	1995	1998	2001	1995	1998	2001
Produits alimentaires & animaux vivants	15	12	24	24	40	45
Boissons & tabac	0	0	0	3	0	0
Matières premières brutes non comestibles), carburants	5	8	5	60	20	28
Matières premières énergétiques d’origine minérale & lubrifiants	46	38	44	0	4	0
Huiles & graisses (d’origine Animale, végétale...)	0	0	0	0	0	0
Produits de l’industrie chimique	0	1	0	2	4	4
Produits manufacturés / industriels	27	39	22	3	27	11
Machine & bien d’équipement	0	0	0	2	2	4
Produits industriels divers	6	1	5	4	3	8
Autres	0	1	0	2	1	0
	100	100	100	100	100	100

Source : World Trade Data Analyzer Statistics Canada

Interprétation

Par rapport à l'île Maurice, l'Afrique du Sud est le grand importateur des produits malgaches. A toutes ces périodes, la structure des exportations a toujours augmenté. Mais, les produits en matières premières brutes, les carburants, ont considérablement décrue et n'atteignaient que 28% seulement en 2001. Et les produits manufacturés, industriels dont l'île Maurice est le principal destinataire en comparaison de l'Afrique du Sud ont baissé en 2001, car en 2001 ils représentent 22% contre 39% pour l'année 1998, soit une diminution de 17 points et même en Afrique du Sud, il y avait une baisse de 16 points.

3. La Zone de Libre Echange (ZLE) et l'Union Douanière

La mise en place d'une ZLE à l'horizon de 2008 permet aux pays membres de la communauté régionale (SADC) de réduire et d'éliminer les barrières commerciales et tarifaires entre eux, tout en maintenant des barrières tarifaires à l'égard des pays tiers. Cette libéralisation va toucher, dès 2008, 85%³⁵ des produits qui seront tous concernés par cette libéralisation totale en 2012. Par la suite, l'établissement d'une union douanière en 2012 consiste en l'adoption, entre les pays, d'un tarif commun à l'égard des pays tiers.

4. Marché Commun et Union Monétaire

Les pays membres de la communauté (SADC) peuvent accéder au marché commun, du moment que, l'établissement de la Zone de Libre Echange (ZLE) et de l'union douanière soit effectué. Il signifie libre circulation des facteurs (capital, travail) entre ces pays. En fait, il est prévu en 2014. Cependant, toutes ces procédures résultent effectivement du respect des convergences macroéconomiques et politiques émanant des pays adhérisés.

³⁵ Cf. Eric, N., RAMILISON ; « *Les enjeux de l'intégration régionale* » ; Magazine d'analyse et de perspectives économiques de la CCIAA d'Antananarivo ; 2006 ; p.25

a- Le programme de convergence macroéconomique

Ce programme est défini dans un document qui s'intitule : « *Memorandum of Understanding on Macroeconomic Convergence* » ou *MOU* adopté en 2001. Ainsi, ce document énonce les indicateurs et les objectifs afférents à la SADC comme le montre le tableau suivant :

TABLEAU N°5 : Indicateurs définis dans le programme de convergence macroéconomique

Les indicateurs	2008 (%)	2012 (%)	2018 (%)
Inflation	9%	5%	3%
Déficit budgétaire en % du PNB	5%	3%	1%
Dette extérieure en % du PNB	60%	60%	60%
Déficit du compte courant en % du PNB	9%	9%	3%
Taux de croissance	7%	7%	7%
Réserves extérieures	3	6	6
Crédit de la banque centrale au gouvernement	10%	5%	5%
Taux d'épargne domestique	25%	30%	35%

Source : SADC Secrétariat - Senaoana, 2004

Interprétation

D'après ce tableau, on constate que certains indicateurs nécessitent une réduction. Comme le taux d'inflation qui devra atteindre d'ici en 2008, 9% ; actuellement, il est de 11,4% à Madagascar, le déficit budgétaire en % du PNB de 5% en 2008 ; pour Madagascar ce déficit en % du PIB est de moins de 3,7 (2004) s'il était de moins de 4,9 en 2003³⁶. D'autres indicateurs devraient augmenter tels : le taux de croissance qui doit atteindre 7% d'ici 2008, pour Madagascar, il est de 5% à l'heure actuel³⁷, le taux d'épargne domestique à 25% en 2008 s'il est de 8,5%. Concernant la dette de Madagascar, des progrès ont été faits dans la réalisation

³⁶ Cf. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; *Rapport Mondial du Développement Humain* ; de Boeck Université ; 2003 ; p.192

³⁷ Cf. Institut National de la Statistique (INSTAT) ; *Situation économique au premier Janvier 2005* ; p. 3

d'accords bilatéraux de rééchelonnement avec les créateurs de club de Paris³⁸, la valeur actuelle nette de la dette extérieure en 2002 est 50% du PIB.

Ainsi, chaque pays membre devrait atteindre ces objectifs qui sont fixés dans le MOU.

b- Le protocole financier et d'investissement (PFI)

Selon l'art.2 de PFI, il est défini ainsi : « faciliter l'intégration régionale, la coopération et la coordination dans les secteurs de finance et investissement dans l'ordre de diversifier, d'accroître les secteurs productifs de l'économie et promouvoir le commerce régional avec les objectifs d'examiner la pauvreté par le biais de :

- un établissement d'un climat d'investissement amical dans la SADC
- une régularisation du marché financier dans la région
- une stabilité macroéconomique
- un développement d'un marché du capital dans la région».

c-Le protocole commercial

Toutes les étapes allant de la constitution de la Zone de Libre Echange (ZLE) à celui de l'union économique et monétaire dépendent de la mise en œuvre d'un protocole commercial. Il se définit par une élimination à petite échelle des droits de douane selon les catégories de produit³⁹ tout en respectant les règles d'origine de la SADC. En effet, la SADC a classé quatre catégories de produit⁴⁰ :

A : ce sont les produits qui devront être libéralisés immédiatement. En principe, Madagascar devrait céder près de 60% des produits importés.

B : ce sont les produits sensibles dont la libéralisation ou la réduction des taxes douanières s'effectueront graduellement jusqu'en 2008. Ils représentent 85% des produits à soumettre.

En effet, jusqu'à maintenant, une dizaine de produits à l'importation ont été proposés pour être exemptés des droits de douane, à savoir : le sucre et les sucreries, la fonte et l'acier, les savons, les papiers cartons, les véhicules et tracteurs, les aliments pour animaux...Et une dizaine de produits malgaches destinés à

³⁸ Accords finalisés avec Espagne, Suisse, France...

³⁹ Cf. Eric, RAMILISON; « *Les enjeux de l'intégration régionale* » ; Magazine d'analyse et de perspectives économiques de la CCIAA d' Antananarivo ; 2006 ; p.25

⁴⁰ Cf. Christian, ANDRIANARISOA ; « *Les vrais enjeux de la SADC* » ; Magazine dans les médias de demain (dmd) ;BMOI Groupe GNP ;Paris Bas ; 19 Mai2006 ;p.12-13

l'exportation ont aussi été présenté pour bénéficier de cet abaissement à partir de 2007 comme les vêtements et accessoires, les crustacées et mollusques, le coton, le café, le thé, les pierres, les légumes, etc.

C : sont les produits qui présentent des intérêts spécifiques ou sensibles pour le pays dont la réduction des taxes douanières s'étalera entre 2008 et 2012.

E : produits exclus d'exonérations de taxes douanières (comme les armes à feu, les produits endémiques).

La valeur estimée des exportations et des importations de Madagascar au sein de la SADC est évaluée dans le tableau ci-dessous :

TABLEAU N°6 : Echanges entre Madagascar et la SADC(en milliers de USD)

EXPORTATIONS EN 2003		IMPORTATIONS EN 2003	
Afrique du Sud	16.228	Afrique du Sud	77.403
Maurice	10.619	Maurice	37.890
Total	27.795	Total	126.628
Total des exportations de Madagascar (%)	3,63	Total des importations de Madagascar (%)	11,61

Source : Eric, RAMILISON ; Chercheur au CREAM, TradeMap ; p.25

Interprétation

D'après ces données établies dans ce tableau, on constate que la part des importations de Madagascar en provenance de l'Afrique du Sud est considérable par rapport aux exportations effectuées. On peut en déduire que cela favoriserait un déséquilibre en matière de balance commerciale de notre pays dans la SADC.

Par conséquent, le RISDP considère que la libéralisation est la clé⁴¹ de l'intégration régionale approfondie et constitue le moyen essentiel pour l'éradication de la pauvreté. D'ailleurs, il est indispensable pour le RISDP de faire le point de la situation actuelle de la région aux plans politiques, sociaux, et économique afin de

⁴¹ Cf. Velia, Myriam ; «Article sur Madagascar et ses partenaires régionaux » ; Nathan Associates Inc. ;<http://www.Nathaninc.com>; p.9

permettre aux pays membres dans la SADC d'atteindre les orientations y correspondants.

Section 2 : Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) font partie des objectifs sur lesquels le gouvernement actuel s'est déjà fixé dans le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP). Madagascar a adhéré dans la déclaration du millénaire dans laquelle s'inscrivent les actions à entreprendre par le gouvernement. En effet, ces objectifs analysent la situation ainsi que la tendance des indicateurs de Madagascar depuis 1990 jusqu'en 2003.

1. Situation et tendance des différents indicateurs

Le premier objectif défini dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) est de réduire l'extrême pauvreté et la faim. En effet, la proportion des malgaches pauvres est très élevée, puisque, au moins sept malgaches sur dix sont pauvres par rapport au seuil de pauvreté⁴².

Selon la définition de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), « sont considérés comme pauvres en aliments toutes personnes ayant une consommation alimentaire qui ne permettent pas d'atteindre 2100Kcal par jour ».

TABLEAU N°7 : Evolution de la pauvreté alimentaire à Madagascar

Année	1993	1997	1999	2001	2002	2015
Ratio de pauvreté alimentaire (%)	59	63,1	61,7	62,7	75,2	29,5

Source : INSTAT, EPM 1993, 1997, 1999, 2001, 2002 ,2015 (projection)

Interprétation

Ce tableau montre qu'en 1993, 59% des malgaches souffrent de la pauvreté alimentaire. Et ce ratio a augmenté de 4,1points en 1997 puis une légère

⁴² Cf. <http://www.Simicro.mg/sta>; p.31

baisse entre 1999 et 2001. Mais, suites aux évènements de 2002, cette proportion a atteint un point culminant de 75,2%. Dès fois, cette insuffisance en aliments dépend aussi des conjonctures naturelles (le passage du cyclone Gafilo) et économiques (la dépréciation de la valeur du franc malagasy) qui se sont produites en 2004.

Le deuxième objectif est d'assurer l'éducation primaire pour tous. Sur ce, assurer l'instruction primaire à tous les enfants en âge d'aller à l'école. Le taux net de scolarisation s'est accru faiblement de 48,3% à 82% entre 1996 et 2000⁴³. En milieu rural, les élèves ont un niveau relativement bas par rapport au milieu urbain, de plus, la majorité d'entre eux s'oriente vers les écoles publiques, soit 78,4% contre 61,7% pour le milieu urbain⁴⁴.

Le troisième objectif est de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. La population féminine représente 50,8% du nombre total des malgaches. Les femmes tiennent une place importante dans la vie quotidienne parce qu'elles ont un rôle indispensable dans la promotion de la santé, de l'éducation des enfants ainsi qu'à l'activité économique du pays. Malgré tout, par rapport aux hommes, sa place est encore ignorée puisque :

-au niveau de l'éducation, le taux d'alphabétisation chez les femmes est de 55,4% ; ce qui représente moins de 4,6 points que chez les hommes. Aux niveaux de l'enseignement primaire et universitaire, il n'y a pas de différence entre les deux sexes ; tandis que au niveau secondaire, les jeunes filles ne sont plus motivées à fréquenter les écoles surtout dans le milieu rural. Souvent, les parents n'ont plus confiance au système scolaire, alors, elles quittent l'école précocement pour aller se marier.

-au niveau de l'emploi, le taux de participation des femmes dans le monde du travail est inférieur à celui des hommes, du fait que l'emploi féminin est plus touché par le chômage. En 2002, 56%⁴⁵ des femmes sont touchées par le phénomène de sous-emploi⁴⁶, tandis que 32,2% des hommes seulement sont concernés.

⁴³ Cf. Gouvernement malgache ; « Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) »; 2004 ; p.13

⁴⁴ Cf. Idem ; p.13

⁴⁵ Cf. Idem ; p.14

⁴⁶ Une partie des compétences des femmes n'est pas exploité du fait de la non-considération de leur diplôme acquis.

Le quatrième objectif consiste à réduire la mortalité infantile. Des études ont pu montrer que de l'année 1992 en 2003, le taux de mortalité infantile s'est décrue allant de 102 % à 76,6 % et en 1996, cette baisse a été très significative, soit 88%⁴⁷. Tout cela est du aux différents efforts émanant du ministère comme la couverture vaccinale des enfants, le niveau d'instruction des mères. Néanmoins, ce taux reste élevé dans le milieu rural qu'en milieu urbain.

Le cinquième objectif c'est d'améliorer la santé maternelle. Assurer l'assistance des naissances par du personnel qualifié de santé est un moyen efficace afin de garantir la réduction du taux de mortalité maternelle. En fait à Madagascar, l'application de ce système reste encore faible. Mais en 2003, une légère hausse a été observée, soit 24% ; et en 2004, ce taux a presque atteint 54,2%. Soit une hausse de 30,2 points⁴⁸.

Le sixième objectif est de combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies infectieuses. Le VIH/SIDA a été découvert à Madagascar en 1987. D'après des tests effectués chez des femmes enceintes malgaches, le taux de prévalence de ce virus est estimé à 1,1% en 2003. Ce taux a connu une hausse considérable par rapport à 2001 qui était de 0,05%⁴⁹. Ceci est essentiellement dû au refus d'utiliser des condoms lors des rapports sexuels. Il faut noter aussi que, le paludisme compte parmi les principales maladies qui frappent la population malgache et souvent comme source de mortalité. En 2002, il était la deuxième maladie courante avec un taux d'incidence de 19,5%. Ajouter à cela, le secteur en eau demeure un problème majeur puisque, en milieu urbain, 25% de la population a accès à l'eau potable et de 45% en milieu rural.

Le dernier objectif entrepris dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) est de mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Sa mise œuvre profite Madagascar si on fait un regard à son financement. Il répartit les financements en provenance des différents bailleurs de fonds. A titre d'exemple, on peut citer : le lancement pour la préparation du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) a reçu un

⁴⁷ Cf. Gouvernement malgache ; « Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) » ; 2004 ; p.21

⁴⁸ Cf. idem; p.21

⁴⁹ Cf.Idem ; p.28

financement de 1 million de dollars US, en 2004 la banque mondiale a octroyé 125 millions de dollars US pour financer l'Appui à la Réduction de la Pauvreté (CARP).....Ainsi, la réalisation de cet objectif suppose l'annulation des dettes et l'octroi d'une Aide Publique au Développement (APD) aux pays qui démontrent leur volonté de lutter contre la pauvreté. Pour Madagascar, la tendance de ce ratio de la dette est à la baisse.

Nous venons d'analyser la situation des échanges entre Madagascar ainsi que les indicateurs définis dans le programme de convergence macroéconomique que chaque pays voulant adhérer à cette coopération régionale devrait faire suivre et respecter.

Par la suite, nous allons voir les caractéristiques de la politique économique adoptée à Madagascar.

CHAPITRE II : LES PARTICULARITES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR

Ile située dans l'Océan Indien, Madagascar s'étend sur 1580km du Nord au Sud pour une largeur de 450 à 580km avec 587000km² de superficie⁵⁰. Il compte plus de 16 millions d'habitants en 2004⁵¹. Son classement actuel par rapport à l'Indicateur du Développement Humain (IDH) est à 147^{ème}. Il compte parmi les pays les plus pauvres du monde, car 74,1% des malgaches vivent dans le seuil de pauvreté.

Pour relever ce défi, Madagascar doit opter pour une nouvelle politique économique le permettant de combler leurs manques nécessaires. Ainsi, nous allons voir en premier lieu la présentation générale du pays, en second lieu, l'élaboration du Plan d'Action Madagascar ou MAP incluant son initiative ainsi que la planification annuelle reposant sur la politique générale de l'Etat.

Section 1 : Le contexte général du pays

Bien que la majorité des malgaches soit pauvres, le pays recèle de fortes potentialités qu'un autre pays ne peut pas avoir. Ainsi, les perspectives de croissance pour Madagascar ne sont pas en vain.

⁵⁰ Cf. Données auprès du Ministère de la Culture et du Tourisme

⁵¹ Cf. Gouvernement malgache ; Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) 2005 ; p.2

1. Le secteur primaire

Ce secteur repose sur l'agriculture, l'élevage et la pêche. Il a réalisé un taux de croissance de 1,3% en 2003 et a atteint 3,1% en 2004⁵². En effet, cette croissance résulte de l'accroissement du poste agricole de 3,5% en 2004 grâce à la relance des mesures fiscales prises en matière d'engrais, d'intrants et d'équipements agricoles.

Agriculture, élevage et pêche

Vu que 80% des malgaches vivent dans le monde rural, ce domaine constitue leur principal vivre. L'agriculture (riz, vanille, girofle, café,...) a connu un taux de croissance de 3,5% en 2004 par rapport à 2003.

Concernant l'élevage, l'effectif du cheptel a augmenté pour chaque espèce.

Pour la pêche, l'exploitation des ressources crevettières et sa rentabilité restent des activités d'importance majeure pour le pays.

Par la suite, le volume des exportations de marchandises dans ce secteur est représenté dans le tableau suivant⁵³.

TABLEAU N°8 : Exportation des marchandises (volume en milliers de Tonnes)

Produits	2003	2004	2005(prévision)
Café	3,1	4,3	5,7
Vanille	139,8	112,5	185,1
Girofle	20,5	15,6	20,1
Crustacés	38,8	57,6	68,6
Viande	0,0	0,1	0,1

Source : Banque Centrale de Madagascar

Interprétation

D'après le tableau qui montre l'évolution des exportations de marchandises des années 2003 et 2004 ainsi que la prévision pour l'année 2005, du

⁵² Cf. Annexe n°3 ; Madagascar : Taux de croissance par branches d'activités, 2001-2005 ; p.61

⁵³Voir aussi Annexe n°3 Madagascar : Taux de croissance par branches d'activités, 2001-2005 ; p.61

premier coup d'œil, on constate que c'est la vanille qui tient la première place ; elle est suivie par des crustacés. L'exportation de la viande est quasiment nulle parce que le contrôle de défaillance de la qualité d'abattage et de l'embargo sanitaire empêchent son développement.

2. Le secteur secondaire

Ce secteur a connu un taux de croissance de 14,5% en 2003⁵⁴. Mais en 2004, ce taux a diminué de 8 points. En effet, il se concentre d'une part sur l'industrie agroalimentaire, l'industrie du bois, l'industrie textile, l'industrie métallique et matériaux de construction. Ces branches ont connu un regain d'activité en 2003. Contrairement à 2004, le taux de croissance pour chaque branche a chuté. En outre, l'indice de production industrielle des entreprises franches passe de 114,6% en 2003 à 143,0% en 2004. Actuellement, le nombre de ces entreprises en activité compte 186 et l'effectif des travailleurs est évalué à 115.000⁵⁵.

3. Le secteur tertiaire

La croissance de ce secteur est de 10,6% en moyenne pour l'année 2003⁵⁶ suite à l'essor de la branche bâtiments et travaux publics (BTP), aux programmes de construction, de réhabilitation des routes qui est facilitée par la suppression des taxes de matériaux de construction.

Ajouter à cela, le potentiel de développement de l'écotourisme malgache est important. Ainsi la richesse en faune et flore, la diversité biologique font de Madagascar une destination touristique attrayante. En 2004, le nombre des visiteurs non résidents enregistré a atteint 228.784 contre 139.230 en 2003⁵⁷.

De ce fait, les recettes en devises ont augmenté de 50,3 Millions de DTS par rapport à l'année 2003, soit une hausse de 51,8%. En effet, toutes les branches d'activités telles : les BTP, les transports, les télécommunications ont vu leur taux de croissance se dégringoler en 2004⁵⁸.

⁵⁴ Cf. Annexe n°3 ; Madagascar : Taux de croissance par branches d'activités, 2001-2005 ; p.64

⁵⁵ Cf. Institut National de la Statistique (INSTAT) ; *Situation économique au premier Janvier 2005* ; p.9

⁵⁶ Cf.C., A ; « *Expansion économique* » ; in Le journal dgi ; 4 Mars 2006 ; p.9

⁵⁷ Cf. ; Institut National de la Statistique (INSTAT) ; *Situation économique au premier Janvier 2005* ; p.10

⁵⁸ Cf. Annexe n°3 ; Madagascar : Taux de croissance par branches d'activités, 2001-2005 ; p.64

Il faut noter également qu'en 2004, le gouvernement malgache a appliqué la détaxation sur quelques matériels et biens d'équipements qui a engendré la dépréciation du franc malagasy et l'inflation aussi bien que le déficit de la balance commerciale⁵⁹.

De ce fait, pour pouvoir tirer profit de l'échange international, Madagascar devrait puiser ses efforts dans l'exploitation de la terre⁶⁰ et exporter des produits agricoles (girofle, café, vanille,...) pour lesquels il est le plus avantage et n'aura qu'à importer des marchandises qui sont rares et dont sa production est élevée⁶¹ (des voitures, des ordinateurs, des machines agricoles.....). Depuis des années et ce jusqu'à maintenant, l'exportation de Madagascar était basée sur des produits agricoles, pourtant notre pays est toujours resté pauvre. Cela peut-être expliqué par le manque d'usines de transformation dans notre pays, ce qui nécessite donc une construction ainsi que la promotion d'un label « bio » fabriqué proprement par Madagascar que le marché cherche.

4. Les principaux indicateurs macroéconomiques

a- Le Produit Intérieur Brut (PIB)

En se référant au taux de croissance qui est de 5,3% contre 9,8% en 2003⁶², l'année 2004 est marquée par une légère récession de l'activité économique. Par ailleurs, si la stabilisation des prix est l'une des caractéristiques particulières de l'année 2003, c'est le contraire pour l'année 2004. En effet, au cours de cette année, la flambée des prix à la consommation avoisine les 14%. Cependant, le PIB réel a atteint son niveau maximal, soit 498,8 Milliards d'Ariary⁶³.

⁵⁹ Cf. Eric Norbert, RAMILISON; « *La Détaxation, Bilan et Critique* » ; Cahier de recherches en Analyse Economique N°03/2004 ; p.8

⁶⁰ Cf. Théorème d'Hecksher-Olin-Samuelson p.6

⁶¹ Cf. Théorie des avantages comparatifs ; p.4

⁶² Cf. Institut National de la Statistique (INSTAT) ; *Situation économique au premier Janvier 2005* ; p. 10

⁶³ Cf.; Institut National de la Statistique (INSTAT) ; *Situation économique au premier Janvier 2005* ; p. 10

b- Les recettes fiscales

Les autorités malgaches ont mis en exergue le rôle économique de la fiscalité car elle fait désormais partie des instruments de politique économique. En 2003, les recettes fiscales se sont fixées à 3.392,3Milliards de Fmg.

D'une part, les réalisations en recettes douanières ont atteint 1.713,2Milliards de Fmg. De ce fait, sa contribution au PIB a augmenté de 45,6% car en 2002, elles s'évaluaient à 931,9Milliards de Fmg. Et d'autre part, les recettes fiscales intérieures sont estimées à 1.679,1Milliards de Fmg en 2003.

Les résultats obtenus jusqu'au mois d'Août 2004 ont permis de constater une baisse au niveau de ces recettes ; les recettes douanières sont évaluées à moins de 19,6% et pour les recettes fiscales, moins de 12,94% que celles de l'année 2003.

c-Les dépenses publiques

La gestion prudente et efficiente constitue l'élément primordial de la politique des dépenses publiques du budget de l'Etat. En général, elles sont constituées par les dépenses de fonctionnement et d'investissement. Pour l'année 2003, une augmentation de ces dépenses a été constatée et elles s'évaluaient à 6.622,2Milliards de Fmg⁶⁴. La crise de 2002 se trouve être la raison principale de cette hausse. En outre, jusqu'au mois d'Août 2004, le niveau des dépenses totales s'élève à 5.786,7Milliards de Fmg avec 3.969,6Milliards de Fmg pour les dépenses courantes et 3.3367,8 pour les dépenses d'investissement.

d-Les exportations

La stratégie en matière d'exportation permet pour le pays de regagner sa part de marché ainsi que de favoriser sa croissance. En 2003, les exportations de Madagascar se sont accrues de 5,7% en volume par rapport à 2004 représentant un taux de croissance de 39,3% en valeur⁶⁵. La destination de ces exportations est principalement les pays d'Europe avec une proportion de 42% et les Etats-Unis avec 26,1%.

⁶⁴ Cf. Institut National de la Statistique (INSTAT) ; *Situation économique au premier Janvier 2005* ; p16

⁶⁵ Cf. Annexe n°4 ; Madagascar : Exportations de marchandises, 2001-2005 ; p.65

En premier lieu, Madagascar exporte surtout des produits d'origine agricoles, tels le café, la vanille, le girofle, etc. Une forte hausse du volume exporté du café a entraîné la valorisation de ce produit. En 2003, le prix de la vanille est à 134,5 DTS/Kg⁶⁶. Bien que le volume exporté dans ce poste ait peu augmenté, le montant des recettes a augmenté de 55%. Concernant le girofle, son exportation est limitée car les pays d'Asie s'intéressent maintenant à la culture de ce produit.

En second lieu, les exportations d'origine non agricoles hors entreprises franches comme les crevettes occupent la deuxième place avec une valeur de 38,8Milliards de DTS des exportations, ensuite les tissus de coton dont son volume a accusé une baisse. Et en dernier lieu les exportations des entreprises franches qui sont encore en cours.

e-Les importations

Les valeurs des importations effectuées par Madagascar ont fortement accru en 2004 à cause de la détaxation durant les premiers mois de cette année. Ce sont les biens d'équipements, les matières premières et les pièces de rechanges. Tandis que, les importations destinées aux Zones Franches Industrielles (ZFI) n'arrivaient plus à ramener son niveau de 2001 : 243Millions de DTS car elles ne sont que 160,9Millions de DTS en 2004⁶⁷.

Le tableau qui suit montre la situation des échanges extérieurs que Madagascar a déjà effectués entre 2001 et 2004 :

TABLEAU N°9 : Situation des échanges extérieurs entre 2001 et 2004

Année	2001	2002	2003	2004
Poids net (en tonne)				
Importations	1.712.000	1.367.000	1.976.200	2.01426
Exportations	424.247	321.900	432.403	457088
Valeurs (en millions de DTS)				
Importations en valeur CAF	571,7	412,5	692,2	837,5
Exportations en valeur FOB	380,5	322,5	344,8	302,5

Source : INSTAT/DES

⁶⁶ Cf. Institut National de la Statistique (INSTAT) ; *Situation économique au premier Janvier 2005* ; p.24

⁶⁷ Cf. Institut National de la Statistique (INSTAT) ; *Situation économique au premier Janvier 2005* ; p.26

Interprétation

Ce tableau renforce encore les résultats obtenus plus haut qui montre que le volume des importations du pays n'a cessé d'augmenter. Il faut noter aussi une forte proportion d'importation comparée à celle de l'exportation. Ce qui engendre un déséquilibre de notre balance commerciale.

f- L'investissement⁶⁸

Malgré tout, Madagascar a aussi grand besoin de financement pour assurer sa croissance. Le recours aux Investissements Directs Etrangers (IDE) est un atout important pour avancer économiquement. En effet, dans le contexte actuel, la compétitivité représente un défi pour les pays les moins avancés assurant le processus d'intégration à l'échelle mondiale⁶⁹. Mais cette compétitivité dépendra de la capacité d'un pays à attirer plus d'investissements étrangers dans son pays.

- *Les investissements étrangers à Madagascar*

Sur la période de 2000 à 2005, les investissements étrangers à Madagascar ont toujours augmenté. Les stocks des investissements étrangers ont été de 192 milliards d'ariary en 2000 et ont atteint 590 milliards d'ariary en 2005⁷⁰. La structure des investissements étrangers montre l'importance du stock d'IDE. Ainsi, ce stock d'IDE est illustré dans le tableau suivant :

⁶⁸ Cf. Revue de la Banque Mondiale ; « *Rapports d'analyses enquête sur l'investissement étranger à Madagascar (2004-2005)* » ; Madagascar ; p.16

⁶⁹ Cf. A., younes; « *Les investissements directs étrangers et la compétitivité des entreprises et de l'économie marocaine* » ; Séminaire doctoral du GDRI EMMA ; Université de Nice Sophia Antipolis ; 25 Mars et 26 Mars 2004 ; p.22

⁷⁰ Cf. Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) ; *Rapport Mondial du Développement Humain* ; de Boeck Université ; 2003

TABLEAU N°10 : Le stock d'investissements étrangers (en milliards d'ariary)

Type d'investissement étranger	2000	2001	2002	2003	2004	2005
IDE	184,5	189,1	232,3	315,9	479,7	548,1
IPF ⁷¹	0,3	0,3	1,2	1,8	2,0	1,5
Autres investissements ⁷²	7,4	10,2	43,6	58,2	50,9	39,9
Ensemble des investissements étrangers	192,2	213,6	257,8	337,2	532,6	589,5

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2005

Interprétation

D'après ce tableau, sur les trois premières années, le stock d'IDE a été inférieur à 200 millions USD. Cependant, sur les trois années suivantes, son niveau a dépassé les 200 millions USD. Ce stock d'IDE a cru de 6% en 2005 pour atteindre 294 millions USD. Le niveau d'Investissement de Portefeuille est resté minime ; il n'a pas dépassé le seuil de 1% des investissements étrangers. Or, le stock des autres investissements étrangers a cru, passant de 7,4 milliards d'ariary en 2000 à 58 milliards d'ariary en 2003. Entre 2004 et 2005, ce stock a régressé de 22 % pour s'établir à 40 milliards d'ariary en 2005.

- ***Les branches d'intervention des investisseurs directs***

Une des pistes d'analyse d'Investissement Direct Etranger (IDE) est son étude par branche d'activité. Cette étude permet de dégager les branches d'activité qui attirent le plus de capitaux étrangers. Les investissements étrangers sont focalisés sur quelques branches à forte valeur ajoutée.

⁷¹ C'est une prise de participation minoritaire dans le capital d'une entreprise contrairement à l'investissement direct dont le but est le contrôle de l'entreprise ; par exemple : les titres d'emprunt d'entreprises, les titres de participation à la propriété de biens matériels et immatériels comme les baux, hypothèques et priviléges.

⁷² Exemple d'autres investissements : formation, recherche et développement, innovation, technologies de l'information

TABLEAU N° 11 : Répartition du stock d'IDE par branche (en milliards d'ariary)

Branche d'activité	2002	2003	2004	2005
Construction et BTP	30,2	58,0	96,1	109,8
Commerce	47,4	48,0	80,3	104,8
Transports, auxiliaires de transport et communication	32,0	62,4	74,5	70,5
Activités financières	30,6	27,4	86,7	54,7
Activités extractives	5,0	16,4	22,4	42,1
Pêche, sylviculture aquaculture	9,6	8,4	12,6	37,3
Activités de fabrication	28,2	21,4	64,3	35,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	14,8	10,4	14,9	26,2
Immobilier, location et services aux entreprises	13,4	18,8	5,7	7,0
Hôtels et restaurants	0,4	-1,2	0,2	1,3
Agriculture, chasse, élevage et sylviculture	0,0	0,0	0,1	0,1
Autres branches	1,0	7,0	21,9	58,8
Total	213,0	277,0	479,7	548,1

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2005

Interprétation

L'étude du stock d'IDE par branche sur la période de 2002 à 2005 a permis la position des orientations des investissements étrangers à Madagascar. Ainsi, ces investissements sont orientés vers la branche « construction et BTP » ; elle a représenté en moyenne 19% des capitaux étrangers. Dans cette branche, le stock d'IDE a atteint 110 milliards d'ariary en 2005. La branche « commerce » a occupé la seconde position. Ce stock a atteint 105 milliards en 2005. La branche « transports, auxiliaires de transport et communication » détient la troisième place en matière du stock d'IDE. Sa part a représenté 17% des capitaux étrangers, 70 milliards d'ariary

en 2005. Certaines branches ont connu une chute de leurs stocks d'IDE comme la branche des activités de fabrication⁷³ à cause de la faiblesse de main d'œuvre.

La connaissance de tous ces indicateurs macroéconomiques du pays est nécessaire afin de pouvoir mesurer la force de l'économie malgache face aux concurrences mondiales.

En effet, il est important d'analyser le contexte général du pays afin d'évaluer la situation économique dont notre pays représente avant de s'intégrer dans la SADC. Cela consiste principalement de mesurer le niveau de développement que le pays connaisse avant et après l'intégration.

Section 2 : La Vision : Madagascar - Naturellement

Elle a été définie effectivement pour la mise en œuvre du Plan d'Action Madagascar. En effet, c'est une décision stratégique prise par le gouvernement afin de consolider les résultats de l'élaboration du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP). La stratégie pour la réduction de la pauvreté contenue dans ce document est vue confrontée et renforcée par cette vision.

1. Sa version

Au niveau de la planification stratégique, cette vision aura comme ambition de faciliter le passage sans heurt de la situation actuelle du pays d'économie de subsistance à celle du marché. En outre, elle traduit la détermination du pays à mettre fin aux errements du passé et à opter pour un changement radical de la gouvernance politique, économique et sociale. Cependant, elle repose d'une part, sur l'exploitation de façon optimale et en respect de l'environnement, les diverses potentialités et ressources dont recèle le pays ; et d'autre part sur les types d'actions retenues mettant ainsi l'accent sur le renforcement du monde rural, le prolongement de la chaîne de valeurs (tourisme, industrie textile, industrie agroalimentaire et non alimentaire), le développement des infrastructures, la recherche et développement, le partenariat et la technologie.

⁷³ Emploi pour transformer une matière ; par exemple : usine de viniculture, usine de fabrication du papier Antaimoro, usine de fabrication des huiles nécessaires, du beurre (TIKO), usine textile (Zone Franche Industrielle).

2. Son apologie⁷⁴

-Madagascar deviendra une nation prospère et aura une économie à forte croissance et participera avec succès à la concurrence sur le marché international.

-Notre environnement sera respecté, protégé et utilisé d'une manière responsable pour promouvoir notre développement.

-Notre croissance économique sera basée sur nos ressources naturelles uniques et sur la transformation de nos produits naturels.

-Le peuple Malagasy sera en bonne santé et aura accès à une éducation de qualité.

-Nos citoyens seront des participants actifs au processus de développement et bénéficieront de leur travail dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, et des prestations de services.

Tout compte fait, la Vision : « Madagascar- *Naturellement !* » résume les orientations que le DSRP s'est fixé pour la réalisation de ses programmes. Ainsi, cette vision qui définit les orientations à une économie d'échelle et à l'exploitation des ressources joue un rôle majeur pour l'adhésion à la SADC. Mais elle ne doit pas aussi échapper aux conséquences qu'elle pourra engendrer tant au niveau social qu'économique.

Section 3 : Le Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP)

Après une crise politique et économique profonde au premier semestre 2002, le gouvernement était en début d'année devant une tâche particulièrement difficile pour redresser économiquement le pays. Son premier succès a été de mener à bien le processus d'élaboration de ce document et de regagner la confiance des partenaires financiers.

Le gouvernement malgache, en vue d'éradiquer la pauvreté a opté pour une nouvelle orientation politique. En effet, l'élaboration du principal document repose sur la volonté du pays de lutter contre la pauvreté.

⁷⁴ Cf. MAP ;2006 <http://www.Madagascar.gov.mg/MAP>

1. Contexte historique

Les premiers programmes de lutte contre la pauvreté remontent vers la fin des années 1980⁷⁵. Mais ces programmes n'ont pas été soutenus par une stratégie d'ensemble de lutte contre la pauvreté. Pour cela, les résultats acquis aient été très limités, ainsi au cours de la période 1980 et 1993, le taux de pauvreté passait de 47% à 70%⁷⁶.

Dans les lignes qui suivent, nous pouvons voir les différentes étapes que le pays a vécues avant la mise en œuvre du DSRP.

Au cours des années 1990 : mise en place d'une Stratégie Nationale de Lutte Contre la Pauvreté (SNLCP).

En 1994 : mise en place d'un Plan National d'Action pour le Redressement Social (PNARS).

Vers le début des années 2000, le gouvernement a pris la décision d'élaborer le DSRP.

2. C'est quoi le DSRP ?

Le DSRP est un document qui définit les politiques ainsi que les programmes de leur mise en œuvre. Ces derniers sont conformes à la vision, aux orientations retenues par le pays et auxquels les instruments institutionnels et moyens techniques doivent être cohérents. Le DSRP est finalement articulé autour de trois axes :

- renforcement de la bonne gouvernance,
- promotion d'une croissance économique à base élargie,
- et la promotion des systèmes de sécurisation et de protection.

Tout ceci, pour aboutir à des résultats positifs et tangibles en matière de réduction de la pauvreté.

⁷⁵ Cf.Gouvernement malgache; Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) ;2005 ;p. 1

⁷⁶ Cf. Gouvernement malgache; Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) ;2005 ;p. 1

3. Les objectifs

a- Objectifs de base :

- réduction de la pauvreté par 50% en 2015
- état de droit et une société bien gouvernancée
- sécurisation humaine et matérielle et protection sociale élargie
- protection de l'environnement.

b- Objectifs économiques généraux :

- taux de croissance de 8 à 10%
- taux d'investissement de 20%
- participation du secteur privé de 12 à 14% au taux d'investissement
- ouverture de l'économie malgache
- passage de l'économie de subsistance à celle du marché
- augmentation des exportations
- prolongement de l'économie rurale vers l'économie industrielle.

c- Objectifs économiques spécifiques :

- augmentation de la production agricole (riz, manioc ...) de 100% en 5 ans et de 200% en 10ans
 - augmentation des exportations agricoles (vanille, girofle, crevettes...) de 100% en 5 ans et de 150%en 10 ans
 - développement de la production agro-industrielle alimentaire (conserves de fruits, sucre...) de 50 % en 5 ans et de 150% en 10 ans
 - augmentation du nombre annuel des touristes (2003 : 160.000 à 400.000 en 5 ans et à 800.000 en 10 ans).

4. Les résultats

Des modifications ont été apportées au niveau des indicateurs socio-économiques suite à l'établissement de ce document⁷⁷.

Eu égard aux indicateurs de l'éducation, des changements se sont survenus lors de la participation de Madagascar à l'initiative « Education Pour Tous (EPT) ». Cette initiative s'inscrit dans un projet global qui vise à faire de l'Education l'un des socles fondamentaux du redressement et du développement durable du pays. Ce plan

⁷⁷ Cf. Annexe n°5 ;Bilan de la situation politique, économique et social ; p.66

« Education Pour Tous » relève du « Plan Stratégique pour la Réforme et le Développement du Secteur Educatif » visant essentiellement à :

- réduire le taux du redoublement et l'abandon par un enseignement de qualité et œuvrer pour que tous les enfants malgaches terminent le premier cycle de l'enseignement fondamental ;
- construire et équiper les écoles rurales pour assurer l'égalité d'accès à l'éducation.

De nouvelles listes d'indicateurs ont été établis, d'autres ont été remplacés. Parmi ces indicateurs, il y a le « taux d'achèvement du cycle primaire public » qui sur une période de 2000 à 2004 a généralement augmenté même si une nette chute est apparue en 2001 et 2002. Et, le pourcentage de redoublement général de l'enseignement primaire public et privé aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain a diminué, soit 27,6% en 2002 pour atteindre 22% en 2004⁷⁸.

Dans le secteur de la santé, un groupe de travail chargé de mener des études et de formuler des propositions sur la reprise de la Participation Financière des Usagers (PFU) a été mis en place dont l'objectif principal est de faciliter une meilleure accessibilité de l'ensemble de la population aux services de santé de base, tout en assurant :

- une répartition équitable des charges entre les usagers
- la prise en charge des soins et médicaments pour les plus démunis, les soins d'urgence
- la disponibilité et l'accessibilité aux médicaments dans les Formations Sanitaires (FS) publiques.

Au niveau des communes, les personnes reconnues comme les plus nécessiteuses seront prises en charge en ce qui concerne les frais de traitements médicaux. Ainsi, comme le montre le tableau relatif au bilan de la situation politique, économique et social, des indicateurs ont améliorés. Comme la proportion d'accouchement assisté par du personnel qualifié qui en 2004 a atteint 35% si c'était à 25.7% en 2000⁷⁹.

En ce qui concerne les indicateurs au niveau macroéconomie, un certain nombre de mesures de politiques économiques ont été mises en place en 2003. Parmi ces mesures, on cite :

⁷⁹ Cf. Annexe n°2 ; Madagascar : Indicateurs économiques et financiers, 2001-2005 ; p.66

- le projet de stratégie de lutte contre la corruption
- le renforcement des administrations douanières et fiscales
- l'exemption de taxes et de tarifs sur les importations.

Ainsi, la gestion économique du pays s'est largement améliorée ; En fin 2003, le pays a affiché de bonnes performances car le taux de croissance du PIB a été de 9,6% ; le taux d'inflation est ramené à -1,4% avec un taux de pression fiscale de 10% du PIB⁸⁰.

La balance des paiements est estimée enregistrer un déficit du compte courant extérieur de 4,9% en fin 2003. Le déficit fiscal global ne devrait pas dépasser 4,6% du PIB en fin 2003.

En effet, le gouvernement avait respecté tous les critères de performance convenus avec le Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC)⁸¹. De même, les réserves extérieures de la Banque Centrale ont augmenté, reflétant un afflux d'aide étrangère, y compris l'allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE).

Pour Madagascar, l'année 2003 a été celle de la poursuite du renouveau politique, du redressement économique ainsi que de l'évolution du cadre de coopération avec l'établissement d'un véritable partenariat avec la communauté internationale dans le but d'un développement durable, rapide et participatif.

Les résultats obtenus du DSRP constituent les fondements essentiels de l'orientation de notre pays vers la SADC permettant de comparer ces résultats à ceux de l'intégration dans cette communauté.

Section 4 : Le Plan d'Action Madagascar (MAP)

Madagascar s'embarque maintenant sur le chemin de la transformation. Depuis 2002, et bien que la période de planification du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) sera bientôt close, le gouvernement a mis en place les fondations qui permettront au pays de procéder au développement rapide et durable. D'une autre manière, le Plan d'Action Madagascar (MAP) a pris le relais du DSRP.

⁸⁰ Cf. Annexe n°2 ; Madagascar : Indicateurs économiques et financiers, 2001-2005 ; p.63

⁸¹ Cf. <http://www>. Rapport National du Développement Humain 2003 p.245

1. C'est quoi le MAP ?

Le Plan d’Action Madagascar ou MAP est un plan d’action ambitieux, qui définit la feuille de route et les priorités de notre nation de 2007 à 2011. Il a été élaboré en vue d'accélérer et de mieux coordonner notre processus de développement. En effet, il décrit les engagements, les stratégies et les actions qui conduiront à une croissance économique rapide, contribueront à la réduction de la pauvreté et permettront à notre pays de tirer avantage des défis de la mondialisation conformément à la vision : « Madagascar -*Naturellement !* » et aux OMD.

2. Les grands objectifs de ce plan⁸²

Ses objectifs incluent les indicateurs-clés du développement humain (IDH). En effet, l’IDH est un instrument de mesure simple, synthétisant trois dimensions du concept du développement humain : la capacité à vivre longtemps et en bonne santé, l'accès à l'éducation et au savoir et enfin au niveau de vie décent. Il combine l'évaluation de : l'espérance de vie, le taux de scolarisation et le taux d'alphabétisation et du revenu. Ils sont essentiellement définis dans le tableau suivant.

⁸² Cf. Plan d’Action Madagascar (MAP) ; 2006 ; <http://Madagascar.gov.mg/MAP>

TABLEAU N°12 : Les grands objectifs du MAP

INDICATEURS	2005	2012
Indice du Développement Humain des Nations -Unies	146/177 pays	100
Taux de pauvreté (% de la population avec moins de 2 USD/jour)	85,1%(2003)	50%
Taille de la famille (Indice de fécondité)	5,4	3 à 4
Espérance de vie	55,5	58 à 61
Taux d'alphabétisation	63%	80%
Elèves ayant terminé l'école secondaire (%)	CEG : 19 Lycée : 7	CEG : 56 Lycée : 14
Croissance économique	4,6%	8 à 10%
PIB (en Milliards d'USD)	5	12
PIB par tête (USD)	309	476
Investissement Direct Etrangers (en Millions d'USD)	84	500
Classification Environnement des Affaires(Banque Mondiale)	131	80
Indice de perception de la corruption	2,8	5,2
Ménages en possessions de titres ou certificats fonciers	10%	75%

Source: MAP 2006

Interprétation :

En se référant aux données du Rapport Mondial sur le Développement Humain (2003) dont les données se portent sur l'année 2002, Madagascar occupait le 147^{ème} rang sur 173 pays dans le monde avec un IDH de 0,469. A cette même année, le PIB en Milliards d'USD s'évaluait à 3,9 et le PIB par tête (USD) était de 291,1 ; tandis que l'espérance de vie à la naissance était égale à 52,6 ans. La contribution de l'éducation au niveau secondaire, le taux brut de scolarisation combinée se situait aux alentours de 21% ; quant au taux d'alphabétisation des adultes de plus de 15 ans, il atteignait 52,8%. Le trafic d'influence (corruption) était de moins 0,93%. Concernant le taux de pauvreté à moins de 2 USD par jour, il s'évaluait à 83,3%. La part des IDE de Madagascar en 2004 s'établissait à 86Millions d'USD. Généralement, en comparaison à l'année 2005, tous ces indicateurs ont connu une légère amélioration ; sauf, pour la contribution des IDE qui a subi une nette diminution.

Ce qui constitue pour Madagascar une bonne perspective à la réalisation des objectifs fixés dans le MAP.

Cependant, le système de mise en œuvre du MAP est effectué à travers les processus de planification annuelle de la Politique Générale de l'Etat (PGE)⁸³. Les engagements et les objectifs de ce plan sont présentés dans les programmes sectoriels, ou programmes nationaux.

Ainsi, ces engagements sont :

-Gouvernance responsable : avoir un gouvernement à qui chaque citoyen et la communauté internationale pourront faire confiance. Les membres de la fonction publique seront intègres, efficaces, et fonctionneront d'une manière professionnelle dans leurs activités et dans la prestation des services au peuple.

-Infrastructure reliée : la nation sera reliée. Pour cela, construire des routes de qualité, des chemins de fer, des ports, des aéroports et mettre en place des systèmes de technologie de l'information dans tout le pays pour soutenir le processus de développement rapide, la facilitation des entreprises et du commerce, la communication entre les citoyens et les visiteurs et pour s'assurer que le niveau de vie et l'accès pour tous aux ressources et au savoir général s'améliorent.

-Transformation de l'éducation : avoir un système éducatif de normes internationales en termes de qualité et d'efficacité qui stimule la créativité et qui fournit à Madagascar les ressources humaines nécessaires pour devenir une nation compétitive et un acteur performant de l'économie mondiale.

-Développement rural : le développement rural dynamique et la réduction effective de la pauvreté sont à la base des efforts du gouvernement. Grâce à la révolution verte, la production agricole augmentera. Des centres d'agrobusiness seront institués pour assister dans la formation et la satisfaction des besoins tels que l'irrigation, les semences, les engrains et les installations de stockage.

-Santé, Planning Familial et lutte contre le VIH/SIDA : la population sera en bonne santé et pourra contribuer au développement de la nation. Les problèmes de malnutrition et du paludisme seront résolus. La tendance de la propagation du VIH/SIDA sera inversée ; l'eau potable deviendra accessible ; et la taille moyenne de la famille malgache sera réduite, grâce à l'éducation et la fourniture de services de santé.

⁸³ Cf. <http://www.Madagascar.gov.mg/MAP>

-Economie à forte croissance : avoir un secteur privé fort et diversifié. Le gouvernement fournira les conditions fondamentales pour améliorer l'environnement des affaires. Notre pays pourra faire face aux défis de la mondialisation et capitalisera sur ses avantages compétitifs.

-Environnement : devenir un leader mondial dans le développement et l'utilisation des meilleures approches pour la protection de l'environnement. S'engager à prendre soin, aimer et protéger notre environnement.

-Solidarité nationale : forger une identité nationale forte et unifiée qui respecte et valorise la multitude de cultures et de traditions de tout le peuple Malagasy, et qui promeut la participation et le partenariat.

Si vraiment tous ces programmes nationaux seront réalisés d'ici 2011, Madagascar deviendra plus compétitif à l'ouverture mondiale et n'aura plus rien à craindre pour que le développement rapide et durable soit atteint. Ainsi, il reste à savoir si ces objectifs dépendent de la concrétisation des avantages procurés par l'intégration du pays à la SADC.

Bien que le MAP constitue une feuille de route pour réduire la pauvreté à Madagascar dans les cinq ans à venir, sa stratégie ne trace pas clairement les problèmes de l'intégration régionale. En effet, la réalisation du MAP s'effectue parallèlement avec le dixième Fonds Européen pour le Développement (FED) qui a réservé 15% de l'allocation financière à l'échange inter-régional. De plus, le gouvernement malgache a inscrit dans le MAP l'intégration régionale en tant que neuvième engagement.

Dans la suite de ce mémoire, nous allons voir les opportunités fournies par l'intégration de Madagascar à la SADC.

CHAPITRE III : LES OPPORTUNITES OFFERTEES PAR L'INTEGRATION DE MADAGASCAR A LA SADC

Comme nous avons déjà mentionné en haut, plusieurs raisons ont poussé notre pays à s'adhérer au bloc régional. De plus, les différentes politiques économiques adoptées par la grande île préconisant l'ouverture et l'intégration régionale, n'entrent en aucun cas en contradiction avec le RISDP. Donc, il reste à savoir si le pays pourra s'évertuer à accomplir les conditionnalités économiques et

sociales afin de saisir les bénéfices de cette communauté régionale. Nous avons aussi tenu compte de l'importance des investisseurs étrangers car ses apports sont favorables à la croissance économique d'un pays.

Le chapitre suivant est axé principalement sur les résultats positifs attendus par notre intégration à cette communauté régionale au niveau économique et social, et les risques encourus ainsi que quelques recommandations.

Section 1 : Les effets positifs attendus à cette entrée à la SADC

La Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) offre plusieurs avantages à l'égard des différents domaines d'une économie nationale d'un pays donné. Chaque pays doit savoir saisir ses opportunités du fait de la diversification de sa situation économique, de ses ressources naturelles ainsi que de ses valeurs culturelles. Ces avantages contribuent essentiellement aux différents domaines économiques que sociaux.

1. Dans le domaine économique

• Au niveau des consommateurs

Comme toute ouverture au commerce international, l'adhésion à un accord d'intégration régionale a des impacts bénéfiques pour l'économie du fait de ses effets sur la croissance économique.

Pour les consommateurs, les accords d'intégration régionale visant la réduction voire l'annulation des droits de douane a pour conséquence une diminution des prix des produits en provenance des pays partenaires commerciaux. Mais en plus, ils peuvent bénéficier des produits de qualité de standard international à moindre coût. De ce fait, il en résulte une amélioration du bien-être et un surplus des consommateurs grâce à cette baisse de prix.

• Au niveau des producteurs

Pour les entreprises, le gain essentiel réside dans l'élargissement du marché. Et la baisse du tarif douanier implique une augmentation considérable des

importations. Il y a aussi un mouvement libre d'ouvriers qualifiés, un transfert de main d'œuvre qui va sûrement combler le manque dans notre pays. Mais la libéralisation des échanges est également source de croissance dans la mesure où elle engendre un transfert du savoir-faire et de technologies de bonnes performances, lesquels induisent des gains de productivité pour les entreprises.

De plus, l'implantation des IDE peut à la fois stimuler la concurrence entre les entreprises ainsi qu'à rendre le marché accessible. De ce fait, cela constitue des répercussions positives au niveau de l'emploi telles que la création d'emploi, le professionnalisme, le transfert de compétence au niveau de l'entreprise.

A Madagascar, l'organisation du travail dans une entreprise se caractérise par la répartition des tâches entre les travailleurs. Cette division du travail accompagnée de l'essor technologique permet à l'entreprise d'acquérir des gains d'efficacité. Ces gains peuvent être expliqués par les gains de temps, c'est-à-dire qu'avec l'apport matériel dont dispose l'entreprise ainsi que la main d'œuvre qualifiée, un travail rapide et rentable peut être favorisé. Il y a aussi les gains de productivité qui s'expriment par un rendement élevé de la production grâce aux ressources disponibles et à la bonne compétence de l'entreprise.

Nous savons tous que plus de 70% de la population malgache vivent dans le monde rural, ainsi, en se spécialisant dans la production agricole, leurs produits pourront être exportés facilement. La création des échanges de Jacob Viner est fondée car Madagascar sera soumis à une forte quantité d'importation et par la suite sera obligé d'exporter afin que sa balance des paiements soit équilibrée. Cette exportation en terme de valeur s'évalue à 180 millions d'USD⁸⁴ ce qui est multiplié par six à celle auparavant. Ceci va engendrer une amélioration de la qualité ainsi que de niveau de vie de la population.

2. Dans le domaine social

Au-delà de ces gains attendus, l'adhésion à un accord d'intégration relève d'un comportement stratégique et d'une volonté politique pour faire face à la mondialisation.

Du point de vue politique, l'intégration régionale est l'arme dont dispose les petits pays pour lutter contre leur manque de poids dans les relations internationales face

⁸⁴ Cf. Mana, R. ; « Adhésion de Madagascar à la SADC » in Le Quotidien ; 25 Oct.2006 ; p.3-4

aux grands pays lors des négociations commerciales. Même si la libre circulation des gens suscite la prolifération du VIH/SIDA, les moyens matériels médicaux ainsi que les médicaments connaîtront un prix abordable pour la population.

L'importance de l'intégration se reflète aussi par la capacité de transférer des technologies⁸⁵ entre les pays pauvres et les pays riches par la contribution des IDE⁸⁶.

3. Au niveau du climat des affaires

En outre, l'adhésion à un accord d'intégration régionale signifie un engagement à libéraliser les échanges et une volonté d'améliorer l'environnement des affaires. A ce titre, elle constitue un signal quant à la sécurité des investissements en ce sens que le pays a accepté certaines clauses et certaines réformes qui ne sauraient être remises en cause dans le temps. L'attractivité du pays au regard des investissements étrangers s'en trouve ainsi renforcée.

L'intégration régionale peut finalement être considérée comme le tremplin qui permet aux entreprises de se préparer à la concurrence mondiale en affrontant au préalable la concurrence régionale.

La constitution de l'union douanière à l'intérieur des pays de la zone de coopération régionale pousse chaque pays comme Madagascar de favoriser abondamment les importations des produits (les appareils ménagers, les ordinateurs, les biens d'équipements.....) dont leurs coûts de production sont énormes. En contrepartie, Madagascar aura intérêt d'exporter des produits dont il est le plus avantage (les produits agricoles, les produits de mer....) afin que sa balance des paiements soit équilibrée. Par conséquent, il ya création des échanges⁸⁷. Un pays comme Madagascar ne pourra satisfaire les besoins des consommateurs tant qu'il laisse son économie fermée⁸⁸ car ils pourront perdre leur bien-être social⁸⁹. Ainsi, notre pays a besoin d'en importer plus qu'il en aura souhaité. C'est pourquoi Madagascar devra opter pour l'intégration régionale.

⁸⁵ Cf. A., Cazorla ; DRAI A-M ; « *Sous-développement et Tiers-Monde* » ; Paris 1992 ; p.34

⁸⁶ Cf. Paul., Romer ; « *Idea gaps and object in economic development* »; Journal of Monetary Economics 32; No 3 december 1993;p.54

⁸⁷ Cf. Les hypothèses de Jacob Viner sur la création des échanges ; p.14

⁸⁸ Cf. Les effets des droits de douane ; p.17

⁸⁹ Cf. Les effets de l'intégration sur le bien-être collectif ; p.12

Section 2 : Les risques encourus

L'intégration régionale présente certains risques. Il faut noter qu'au niveau de l'emploi, suite aux importations en masse, il y a une forte probabilité de perte d'emplois pour les ouvriers locaux, ainsi qu'une baisse de rémunérations de ces derniers car du fait de l'immigration des ouvriers possédant une main d'œuvre qualifiée, il est normal que ces derniers seront payés plus chers. Ce qui entraînera un chômage à long terme pour le pays. On notera également les coûts de négociations et les coûts liés à l'ajustement afin de satisfaire les besoins qu'impose l'adhésion à un accord d'intégration régionale comme le coût immédiat relatif à la perte de recettes douanières pour l'Etat : une intégration à la Zone de Libre Echange suppose une baisse de recettes douanières de l'ordre de 2,1%⁹⁰ d'après des études réalisées par le Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à l'Analyse Economique de Madagascar (CREAM). Or, le pays en dépend largement afin de compenser ses dettes. Ceci compromet donc, l'équilibre des comptes du pays. Mais une augmentation des importations peut avoir des effets néfastes pour la balance des paiements et pour la stabilité du taux de change.

En fait, cette intégration profite à une économie qui possède une avance technologique importante par rapport à ses partenaires. Un pays peu compétitif dans la production de biens à haute technologie sera perdant et exclu si un ou plusieurs pays membres disposent d'un avantage comparatif dans ce secteur. Cette situation le condamne à se contenter de la production de biens primaires au détriment du développement des secteurs manufacturiers.

L'intégration constraint les économies les moins performantes à se recentrer dans la production de biens à faible contenu technologique.

Cependant, la libre circulation des hommes augmente la propagation de certaines maladies dont la plus connue est le VIH/SIDA.

L'ouverture des marchés extérieurs constitue une opportunité pour les entreprises malgaches. Mais quelques problèmes apparaissent tels :

-le manque de respect des normes et qualité du au retard technologique, au manque de savoir faire et au manque de créativité

⁹⁰ Cf. Eric, R. ; « *Les enjeux de l'intégration régionale* » ; Magazine d'analyses et de perspectives économiques de la CCIAA ; Antananarivo ; 2006 ; p.25

- les problèmes d'accès aux marchés provoqués par les problèmes de langue, l'insuffisance des informations, la lourdeur administrative
- les problèmes de financement des exportations.

Section 3 : Recommandations

Madagascar peut bénéficier de l'adhésion à la SADC, mais elle est sujette à différents obstacles qui pourraient nuire à l'existence de sa croissance économique. Par conséquent, pour parvenir à son développement, diverses recommandations sont à voir de très près.

Les réalités malgaches sont du moins loin pour l'instant de la réalité. Malgré tout, il est possible d'inverser la tendance en notre faveur. Il faudra pour réduire le déficit budgétaire, agir au niveau de la pression fiscale et améliorer les performances enregistrées dans la collecte des impôts. Ainsi, il faut renforcer l'administration fiscale et surtout élargir les bases fiscales. Au niveau du commerce international, le pays doit mettre en place des réformes structurelles en diversifiant les exportations pour accroître sa compétitivité, à miser sur le tourisme, à exploiter les potentialités du pays. La mise en place d'une politique d'incitation nationale visant à promouvoir l'exportation et orienter la production vers les créneaux porteurs, s'avère indispensable. Cela suppose la promotion des relations internationales qui se concrétise par l'organisation des rencontres fréquentes avec les partenaires potentiels. A ce titre, une plus grande implication des Chambres de Commerce est vivement souhaitée. Au niveau de l'environnement des affaires, il faut améliorer la facilité de l'accès au marché, résoudre les problèmes fonciers en favorisant l'appropriation des titres ainsi que l'accélération des procédures administratives.

Le pays doit aussi miser sur un vaste programme de renforcement des capacités des acteurs pour qu'ils puissent respecter les exigences des marchés : formation des techniciens, formation en norme et qualité, formation en langue et culture du partenariat.

Enfin, en vue de pallier aux problèmes de financement des exportations, il est préconisé la création d'une banque d'investissement qui devra faciliter l'accès des exportateurs aux crédits bancaires.

En tout état de cause, c'est le gouvernement qui doit prendre tout en main en renforçant le programme anti-corruption, en améliorant la gestion des dépenses publiques, en consolidant le partenariat public privé et en établissant plus de dialogue avec la société civile.

CONCLUSION

En résumé, l'intégration régionale est un concept économique découlant du phénomène actuel de mondialisation. Ainsi, le présent travail a pour but de révéler dans son contenu les impacts économiques et sociaux qu'elle peut contribuer au niveau de l'économie d'un pays. Les enjeux de l'ouverture extérieure ont fait l'objet d'un vaste débat théorique. Cependant, l'intégration régionale n'a fait que renforcer leur importance dans l'économie mondiale. En effet, elle représente un défi pour les pays en voie de développement assurant sa compétitivité. Désormais, les pays en voie de développement ne peuvent plus ignorer la contribution de ce facteur dans la croissance économique.

Intégrer l'économie malgache dans le marché mondial est l'une des socles fondamentaux de la politique économique de Madagascar. Certes, les objectifs de la SADC ne pourront pas échapper à la vision du RISDP et devraient être compatibles avec l'objectif du MAP. Par conséquent, l'intégration à la SADC nécessite une bonne restructuration de politique économique adoptée par le pays voulant s'adhérer.

Néanmoins, le faible dynamisme des exportations malgaches n'arrive pas à contrebalancer la progression des importations, ce qui explique la chronicité du déficit de la balance commerciale, donc cela rend les parts du marché inéquitables lors de cette intégration. La part des importations de Madagascar dans la SADC reste énorme par rapport aux exportations. Ce qui favorise l'amélioration de l'économie de certains pays comme l'Afrique du Sud, l'île Maurice. De plus, étant donné les indicateurs macroéconomiques du pays comme faibles, Madagascar présente quelques difficultés à surmonter.

Malgré tout, l'intégration dans la SADC rend les situations sociales et économiques des pays membres favorables par le biais du transfert du savoir-faire et des compétences entre les entreprises, transfert technologique, une large part du marché, ainsi que de l'amélioration du bien-être social. Mais, cette intégration présente des effets négatifs qui défavorisent notre pays, comme la perte d'emploi, la prolifération du VIH/SIDA...Ainsi, le gouvernement doit être très prudent et

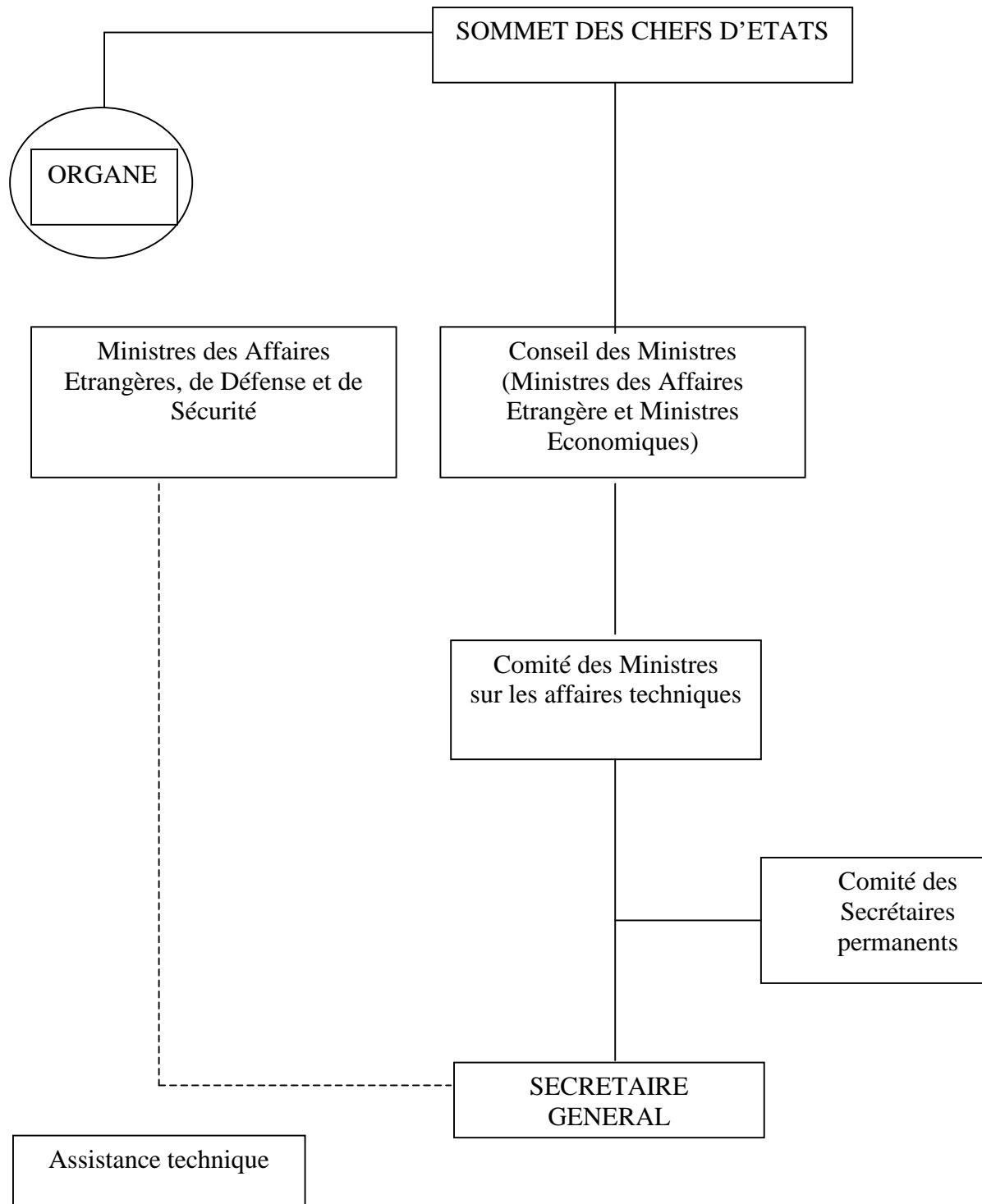
prendre en compte quelques mesures nécessaires pour ne pas anéantir les générations futures.

Bien que le commerce extérieur est un secteur clé sur lequel Madagascar doit miser pour dynamiser la croissance, cela doit être effectué par rapport à la mise en place du MAP que le gouvernement a engagé afin d'atteindre le développement rapide, durable et participatif.

ANNEXES

Annexe N°1

ORGANIGRAMME DE LA SADC



Annexe N°2 : Madagascar Indicateurs économiques et financiers, 2001-2005

	2001	2002	2003	2004(Prov)	2005(Prév)
(Variation annuelle en pourcentage)					
Comptes nationaux et prix					
PIB nominal (en milliards de FMG)	29 843	30 042	33 893	39 446	45 822
Croissance économique	6,0	-12,7	9,8	5,3	7,0
Dont Secteur primaire	4,0	-1,3	1,3	3,1	3,6
Secteur secondaire	7,5	-20,7	14,5	6,5	11,8
Secteur tertiaire	6,2	-15,0	10,6	6,0	7,4
PIB par habitant (US\$)	297,3	291,1	338,5	268,6	268,1
Déflateur du PIB	7,3	15,3	2,8	10,5	8,6
Indice de prix à la consommation (moyenne de période)	6,9	15,8	-1,7	10,5	8,6
Indice de prix à la consommation (fin de période)	4,8	13,4	-0,8	14,9	5,0
Secteur extérieur (en terme de DTS)					
Exportations, f.o.b	20,6	-50,5	63,0	-2,4	23,7
Importations c.a.f	5,5	-37,6	70,3	11,1	5,8
Finances publiques					
Recettes (hors dons)	-1,3	-20,7	45,4	35,0	20,4
Dépenses totales	26,2	-10,5	36,7	41,8	12,6
Dépenses courantes	28,3	0,9	18,2	24,6	11,4
Dépenses d'investissement et prêts nets	23,5	-33,7	83,8	71,3	13,8
Monnaie et crédit					
Masse monétaire (M3)	24,4	7,1	8,2	12,6	13,0
Avoirs extérieurs nets	9,5	-2,6	4,4	18,7	-45,1
Avoirs intérieurs nets	15,4	9,1	4,1	-4,7	5,7
Crédit à l'Etat	10,5	8,6	4,8	-12,3	-1,0
Crédit à l'Economie	7,0	0,2	2,3	8,0	8,4
Vélocité de M3 (PIB/M3 fin de période)	4,1	3,8	4,0	4,1	4,2
(En pourcentage, sauf indication contraires)					
Comptes nationaux					
PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Secteur primaire	25,7	29,8	26,8	26,2	25,3
Secteur secondaire	13,5	13,6	14,1	14,8	16,7
Secteur tertiaire	53,1	50,7	50,8	49,6	47,7
Taxes indirectes	7,7	5,9	8,3	9,4	10,3
Exportations des biens et services non facteurs	32,9	23,3	32,2	43,9	42,2
Importations des biens et services non facteurs	29,6	16,6	21,8	29,1	31,1
Consommation finale	84,8	92,5	92,6	91,1	85,2
Secteur public	8,3	8,2	9,2	8,6	8,7
Secteur privé	76,4	84,3	83,4	82,5	76,4
Opérations globales du Trésor					
Recettes budgétaires (hors dons)	10,1	8,0	10,3	12,0	12,4
Dont : recettes fiscales	9,7	7,7	10,0	11,2	11,8
Dons	3,9	2,2	4,5	7,9	5,9
Dépenses totales					
dont : Dépenses courantes	10,3	10,4	40,8	11,6	11,1
Dépenses en capitale	7,3	4,8	7,8	11,5	11,3
Balance globale (y compris dons)	-4,3	-5,5	-4,2	-3,4	-4,1
Balance globale (hors dons)	-8,3	-7,7	-8,7	-11,3	-10,0
Financement intérieur	1,9	2,4	1,8	-1,1	0,0

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget

Annexe N°3 : Taux de croissance par branche d'activités, 2001-2005
 (Variation annuelle en %)

	2001	2002	2003	2004	2005
				Prov	Pré
					.
Secteur Primaire	4,0	-1,3	1,3	3,1	3,6
Agriculture	5,8	0,8	2,6	3,5	4,0
Elevage et Pêche	6,0	2,6	4,1	3,2	3,5
Sylviculture	-6,4	-19,9	-15,0	0,0	2,0
Secteur Secondaire	7,5	-20,7	14,5	6,5	11,8
Secteur Secondaire hors ZFI	5,6	-18,5	9,4	4,0	6,3
Agro Indus.	-25,7	4,9	-19,5	0,0	5,0
Indus. Alimen	-0,1	-10,2	11,0	2,0	6,3
Energie	-3,6	-31,2	8,9	5,0	6,3
Indus. Boissons	6,0	13,3	8,6	2,2	7,5
Indus. Tabac	5,3	-7,3	8,1	5,0	3,9
I. Corps gras	-10,2	-25,8	18,9	1,5	5,7
Pharmacie	-0,9	-11,2	14,5	1,5	4,5
Indus. Textile	-13,9	-51,5	18,5	8,0	9,4
I. Cuir	-27,7	-25,0	15,8	2,0	6,3
I. Bois	-2,2	-26,2	17,7	2,0	6,3
Mat. Const.	11,1	-36,7	18,2	7,8	7,5
I. Métallique	53,7	-11,5	2,5	6,7	2,2
Mat. Transport	-0,5	-8,9	9,0	0,8	8,9
Appareil Elec	57,0	-28,5	13,3	-5,0	9,8
I. papier	4,6	-18,7	9,1	1,5	7,9
Autres	65,7	11,8	9,4	2,8	5,0
Zones Franche Industrielle (ZFI)	26,7	-40,0	75,8	27,9	45,0
Secteur Tertiaire	6,2	-15,0	10,6	6,0	7,4
BTP	17,3	-15,	30,0	29,0	18,5
Transports de Marchandises	6,7	-21,1	15,9	5,1	8,9
Transports de voyageurs	-3,9	-35,5	13,1	7,5	9,4
Auxi. Transport	9,7	-21,1	15,9	5,1	7,5
Télécommunications	11,7	-5,6	8,3	4,0	6,7
Commerce	5,3	-7,4	4,1	2,9	6,4
Banque	13,3	5,1	12,5	5,0	8,4
Assurance	0,0	-11,1	5,3	4,0	6,7
Services rend. Entrep. & ménages	7,4	-19,3	10,0	9,0	6,3
Administration	2,1	2,0	6,0	1,6	3,0
Serv. Banc. Non imputés	7,9	5,4	12,5	5,0	8,4
PIB aux coûts des facteurs	5,5	-11,5	7,4	5,0	6,6
Impôts indirects	10,5	-23,7	35,0	7,5	9,6
PIB aux prix du marché	6,0	-12,7	9,8	5,3	7,0
Consommation	1,1	-8,3	6,6	4,8	7,4
Gouvernement	30,0	-14,8	26,0	-5,2	0,0
Privée	-1,5	-7,6	4,5	6,1	8,3
Investissement brut	46,5	-30,5	61,5	20,6	22,0
Publics	29,3	-39,2	98,8	12,9	1,8
Privés	64,6	-23,2	37,1	27,9	39,0
Exploitations bsnf	3,7	-47,2	38,1	-1,7	7,7
Importations bsnf	3,4	-39,1	55,0	11,2	23,4
Epargne domestique	55,9	-40,9	42,0	9,2	3,4

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (MEFB)

Annexe N°4 : Madagascar : Exportations de marchandises, 2001-2005

(Valeur en millions de DTSs, volume en milliers de tonnes, et valeurs unitaire en DTS/kg sauf indication contraire)

	2001	2002	2003	2004	2005
				Prov	Prév
<i>Café</i>					
Valeur	2,5	2,2	3,1	4,3	5,7
Volume	6,2	5,7	7,1	10,1	12,7
Prix unitaire	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
<i>Vanille</i>					
Valeur	128,8	90,2	139,8	112,5	185,1
Volume	1,6	0,8	1,0	0,7	1,1
Prix unitaire	78,5	107,7	134,5	160,7	165,3
<i>Girofle</i>					
Valeur	75,4	22,8	20,5	15,6	20,1
Volume	20,2	10,0	15,7	12,0	15,5
Prix unitaire	3,7	2,3	1,3	1,3	1,3
<i>Poivre</i>					
Valeur	1,1	1,0	1,2	0,9	1,0
Volume	0,7	0,8	1,0	1,0	1,0
Prix unitaire	1,5	1,3	1,3	1,0	0,9
<i>Crustacés</i>					
valeur	72,7	67,8	38,8	57,6	68,6
volume	12,0	11,3	8,1	12,0	12,0
Prix unitaire	6,1	6,0	4,8	4,8	5,7
<i>Sucre</i>					
Valeur	5,4	0,3	0,7	3,5	3,8
Volume	21,0	0,8	1,7	8,0	8,9
Prix unitaire	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
<i>Viande</i>					
valeur	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
volume	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prix unitaire	2,1	5,9	3,6	3,7	3,5
<i>Cacao</i>					
Valeur	2,5	4,9	0,7	1,7	1,5
Volume	2,9	3,7	0,6	1,8	1,7
Prix unitaire	0,9	1,3	1,2	0,9	0,9
<i>Tissus de coton</i>					
Valeur	17,5	5,3	3,7	5,7	5,9
Volume	6,0	1,1	1,1	1,4	1,5
Prix unitaire	2,9	4,6	3,4	4,0	3,9
<i>Sisal</i>					
Valeur	2,5	4,9	1,2	4,7	5,9
volume	11,2	12,0	4,0	12,0	15,0
Prix unitaire	0,2	0,4	0,3	0,4	0,4
<i>Produits pétroliers</i>					
Valeur	20,0	7,3	22,9	19,1	19,5
Volume	105,3	66,3	222,8	147,0	158,9
Prix unitaire	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1

Source : Banque Centrale de Madagascar et comité interministériel de suivi statistique, Mars 2002

Annexe N°5 : Bilan de la situation politique, économique et sociale

Type	Indicateur	2000	2001	2002	2003	2004
Impact	Développement humain					
	1. Taux de pauvreté (<i>en % des pauvres/ population</i>) ⁹¹	71,3 ⁹²	69,6	80,7	72,0	n.d.
	2. Taux de mortalité infanto-juvénile pour les enfants de moins de 5 ans (<i>pour 100</i>)	142	n.d.	146	141	n.d.
	3. Taux d'alphabétisation (<i>% de personnes âgées de 15 ans et plus qui peuvent lire et écrire</i>)	50,1 ²	53	57,0	54	n.d.
						55
Outcome	La santé					
	4. Taux de consultation en médecine curative dans les centres de santé de base publics et privés (<i>% du nombre total des nouveaux cas par an sur l'ensemble de la population</i>)	0,50	0,34	0,36	0,38	0,51*
	5. Taux de vaccination en dTC3 pour les nourrissons de moins de 1 an (<i>en % tous les enfants de moins de 1 an</i>)	84,7	78,8	76,0	80	72,9* *
	6. Proportion d'accouchement assisté par du personnel qualifié (<i>en % de toutes les naissances attendues</i>)	25,7	32,1	31,9	33,0	22,8* *
	7. Taux de disponibilité en médicaments au niveau de CSB pub/privés (<i>en %</i>)					
	1. Chloroquine.....	93,5	90,0	88,5	90	95
	2. FAF.....	86,8	83,7	66,0	75	95
	3. Cotrimoxazole.....	92,1	91,4	87,0	90	59,3*
	4. Paracétamol.....	92,3	91,6	84,8	90	*
	5. Vitamine A.....	91,3	95,2	94,4	95	95
	L'éducation					
	8. Taux net de scolarisation primaire (<i>% nombre d'élèves de 6-10 ans sur l'ensemble de la population</i>) ¹	72,9 ³ ⁴	67,0	70,0	n.d.	62,7* *
	9. Pourcentage de redoublement général de l'enseignement primaire public et privé (<i>en %</i>)					65,0* *
	urbain					44,0* *
	rural	27,6 ⁹³	30,2	30	n.d.	22
	10. Taux d'achèvement du cycle primaire public (<i>en %</i>) DSRP					82
	11. Ratio élèves/ instructeurs dans toutes les EPP (<i>en %</i>)					19
	urbain	18,7	35,0	35,0	n.d.	29
	rural	28,8	32	32	n.d.	49
	12. Pourcentage d'enfants âgés de 6 ans scolarisés dans le fondamental 1 ^{er} cycle (<i>en %</i>)	39,0 ³ ⁴	53,0	52,0	n.d.	29
		54	42	41	n.d.	57
			54	53	n.d.	41
			61,0	66,0	n.d.	5
		41				39,5
		55				

		67				60	
						41	
						52	
						80	
Général	Macroéconomie						
	13. PIB taux de croissance (<i>en % prix marché</i>)	4,8	6,0	-	9,6	n.d.	6,0
	14. Taux d'inflation (<i>CPI moyen période, var. annuelle</i>)	11,9	7,4	12,7	-1,4	n.d.	5,0
	15. Déficit budgétaire (<i>en % du PIB</i>) ⁵	-3,3	-4,4	15,8	n.d.	-4,9	-3,7
-6,2							
Spécifique	16. Total dépense éducation (<i>en % des dépenses publiques totales</i>)	15,7	14,1	11,5	12,5	13,1	13,9
	Budget engagé/ allocation éducation ^{6,7}	73,6	77,0	86,1		62,9	77,0
	17. Total dépenses santé (<i>en % des dépenses publiques totales</i>)	7,9	8,3	7,1	6,9	7,1	8,0
	Budget engagé/ allocation santé ^{6,7}	48,73	68,8	47,3		59,25	68,0
8				3			

Source : République de Madagascar « Document de Stratégie de la Réduction de la Pauvreté-Complet », Mai 2003

INSTAT/PNUD « Tableau de bord social 2002 » Décembre 2002

StatistiquesMINSAN/MINSEB/MINFEB

FMI Mission Novembre 2003

Présidence de la République « Loi des Finances pour 2003 » 2002

¹La définition de la pauvreté retenue est l'état de privation matérielle caractérisé par une consommation calorique au-dessus de 2133 cals par personne, équivalent adulte par jour. Cette définition est mieux adaptée à la situation socio-économique d'un pays comme Madagascar. Néanmoins, étant donné qu'un individu doit aussi user un minimum de biens et services, un seuil non alimentaire se complète avec ce seuil alimentaire. L'usage de l'équivalent monétaire permet d'évaluer les différentes composantes du panier de consommation (dépenses monétaires, autoconsommations, paiements en nature reçus, transferts reçus ; loyer imputé et valeurs locatives de biens durables dont la valeur est égale à la somme des deux seuils.

²La donnée est seulement disponible pour 1999 car il n'a pas eu d'EPM en 2000

³L'année 2000 correspond à l'année scolaire 1999/2000

⁴La variation des données entre 1999/2000 et 2000/2001 s'explique par des problèmes de dénominateurs liés aux données démographiques

⁵Solde total incluant base engagement, y compris dons

⁶Hors IPPTE

⁷Le taux d'exécution comprend les dépenses de fonctionnement (solde et hors solde) et d'investissement, hors IPPTE

^{*}Données de Janvier à Septembre 2003- Augmentation due à la suspension dès la PFU avec un taux de rapportage de 88,8%

^{**}Données de Janvier à Septembre 2003

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- A., Carzola & A-M., DRAI ; « *Sous-développement et Tiers-monde* » ; Paris ; 1992 ; pp.32, 34
- A., Geledan ; « *Histoire de la pensée économique* » ; Les contemporains ; Paris ; 1988 ; pp.46
- Bella, BALLASSA ; « *Towards a theory of Economic Integration* »; 1961; pp.32
- C., A ; « *Expansion économique* » ; in Le journal dgi ; Madagascar ; 4 Mars 2006 ; pp.9
- Christian, ANDRIANARISOA ; « *Les vrais enjeux de la SADC* » ; Magazine : dans les médias de demain (dmd); BMOI Groupe BNP ; Paris Bas ; 19 Mai 2006 ; pp.12
- Erbès, ROBERT ; « *Intégration économique internationale* » ; Presses Universitaires de France ; 1966 ; pp.107
- Eric Norbert, RAMILISON ; « *La détaxation: Bilan et critiques* » ; Cahier de Recherches en Analyse Economique N°03/2004; CREAM ; 2004 ; pp.8, 25ff
- Gouvernement malgache ; Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) ; <http://www.Simicro.mg/sta>;pp.1ff,2
- Gouvernement malgache ; Plan d’Action Madagascar (MAP) ; <http://www.madagascar.gov.mg/MAP>
- Gouvernement malgache ; Rapport sur le suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ; DL N°17/02/05 ; Septembre 2004 ; pp.13ff, 14, 21,28
- J., Cedras&N., Roquet ; « *Théorie de l'échange international* » ; Dalloz ; Paris ; 1975 ; pp.5
- L., Fontagné ; « *Commerce Internationale* » ; <http://team.univ.Paris.Fr/teampersofontgné.com.Pdf> ; pp.7
- M., RAZAFINDRAKOTO ; « *Madagascar à l'heure de l'ouverture économique* » ; Antananarivo ; 1996 ; pp.56
- Mana, R. ; « *Adhésion de Madagascar à la SADC* » ; in Le Quotidien ; 25 Octobre 2006 ; pp.3-4
- Marc, MONTOUSSE ; « *Economie et histoire des sociétés contemporaines* » ; Bréal 2001 ; Juillet 2003 ; pp.377
- MEFB Direction Générale de l’Economie ; « *Rapport économique et financier (2003-2004)* »; 04/DGE/133 ; Madagascar ; Octobre 2004

- Olivaniaina, RAKOTO DAVID ; “*La politique macroéconomique et ses impacts face à une intégration approfondie à la SADC*” ; Antananarivo ; 2006 ; pp.3-5,24
- P., Thomopoulos&F., Khanert&P., Richard ; « *Intégration économique entre Pays en Voie de Développement* » ; OCDE ; 1969 ; pp.5, 10,12
- Paul, KRUGMAN & Maurice, OBSTELF ; « *Economie Internationale* » ; De-Boeck ; Bruxelles ; 2000 ; pp.16, 45,1307
- Paul, ROMER ; « *Idea Gaps and object in economic development*” ; Journal of Political Economy; 3 décembre 1993; pp.54
- Programme des Nations Unies pour le Développement ; « *Rapport sur le développement humain 2003 : genre et développement humain* » ; Madagascar ; 2003 ; pp. 3,192
- R., Caves&Jones ; « *Economie Internationale* » ; Armand Colin ; 1981 ; pp.223
- Revue de la Banque Mondiale ; « *Rapport d'analyses : enquête sur l'investissement étranger à Madagascar (2004-2005)* » ; Madagascar ; pp.16-17,20
- Ricardo, DAVID ; « *Principes e l'économie politique et de l'impôt* » ; 1817 ; pp.44
- Sébastien, DUPUCH ; « *Les déterminants des flux d'IDE intra européens* » ; Article ; Février 2001 ; pp.3
- Secrétariat permanent à la SADC ; « *Plan Stratégique Indicatif du Développement Régional (RISDP)* » ; Senaoana ; 2005 ; pp.2
- Société HAYRENA ; « *Magazine d'analyses et de perspectives économiques de la CCIAA d'Antananarivo* » ; Madagascar ; 04 Mars 2006
- Stiglitz, JOSEPH ; « *Principes d'économie moderne* » ; De-Boeck Université s.a; 2000 ; pp.56, 805
- Velia, MYRIAM ; « *Article sur Madagascar et ses partenaires régionaux* » ; Nathan Associates Inc. ; www. Nathaninc.com ; pp.9
- Viner, JACOB ; “*The customs Union Issue*” ;Carnegie Endowment for International Place;New-York; 1950;pp.23
- Younès, ABOUTAIB ; « *Les investissements directs étrangers et (la compétitivité des entreprises et de l'économie marocaine* » ; Séminaire doctoral du GDRIFMMAS ; 25 et 26 mars 2004 ; pp.22

Thème : « LES IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DE L'INTEGRATION DE MADAGASCAR DANS LA SADC »

Nom : RABODOHANTA

Prénom : Tolonirina

Adresse : Lot IVG 31 H Ambohimitsinjo (Tel : 0324309533)

Nombre de page : 69

Nombre de tableaux : 12

Nombre de graphiques : 03

Nombre de bibliographies : 31

Résumé analytique :

L'intégration régionale est censée être le moteur de développement durable et rapide pour les pays pauvres dont le marché intérieur reste limité. Elle contribue particulièrement à l'amélioration du niveau et de la qualité de vie de la population vivant dans les pays sous-développés. Bien que notre exportation ne soit composée que des produits primaires, nous sommes marginalisés au niveau de la relation avec le reste du monde. De ce fait, afin que cette ouverture extérieure soit conquise, nous sommes obligés de s'intégrer à des coopérations régionales. Cette intégration aide les pays comme Madagascar à s'avancer vers la mondialisation.

Le présent document essaie de relever les controverses des impacts socio-économiques de l'intégration de Madagascar à la SADC. Après réflexion faite sur la libéralisation des échanges, on a fini par opter pour celle-ci. Le présent mémoire se concentre sur les différentes phases de politique économique que notre pays a déjà passée ainsi que les programmes qu'il se fixera pour l'avenir mais surtout les opportunités offertes par cette intégration.

Mots clés : Intégration régionale, échanges internationaux, libre-échange, politique commerciale, commerce International.

Directeur de mémoire : RAKOTO DAVID Olivaniaina